



À un pas du sommet

Kawol rate le poste de Secretary to Cabinet sur fond de différends

Héritage toxique



Navin Ramgoolam veut nettoyer les écuries d'Augias laissées par le MSM

Le Journal du **Dimanche**



Fron Militan Progresis : Paul Bérenger a déjà son Premier ministre et son ministre des Finances en tête

DIMANCHE 10 AU SAMEDI 16 MAI 2026 | N° 1521 | EDITION NUMERIQUE

FOUL PLAY EN DÉTENTION

Dyan Sawmy retrouvé hors zone, sans surveillance CCTV

● **Témoignage d'un ex détenu : « La nuit, vous pouvez mourir en cellule... personne ne viendra »**

● **Satyajit Boolell prône la prudence et demande d'attendre les conclusions**



Veeshal Chumroo (ex-Chairman de la GRA)
"La vérité finira par éclater un jour"

West Ham - Arsenal
Les Gunners à un pas du titre ?



my.t everywhere

Your Plug & Play internet
anywhere you want



Discover our new 5G Internet Hotspot device



Plug
& play



Hassle-Free



Blazing-fast
5G experience

Whether you're running a business or working remotely, my.t everywhere keeps you connected wherever you are. Simply plug and play to enjoy the freedom of 5G internet wherever life takes you.

Visit myt.mu for more details.

my.t serye!

8900 | myt.mu



Terms and conditions apply.

ÉDITORIAL 

Bérenger joue déjà la montre... et le pouvoir

À peine lancé, le Fron Militan Progresis regarde déjà au-delà de l'instant. À Vacoas, Paul Bérenger n'a pas seulement officialisé un nouveau parti. Il a donné un aperçu de ce qui ressemble à une feuille de route vers le pouvoir. Et surtout, un calendrier mental : trois ans.

Trois ans pour reconstruire, fédérer, convaincre... et gouverner. Car derrière le discours de continuité idéologique, une réalité s'impose : Bérenger ne se contente pas de rebâtir une structure politique. Il projette déjà un gouvernement. Les mots sont à peine voilés : « *mo deza ena en tête kisanla* ». Premier ministre, ministre des Finances, Attorney General... les pièces du puzzle semblent déjà en train d'être placées. C'est là que se joue toute la subtilité et peut-être toute la fragilité de cette nouvelle aventure politique.

Bérenger avance avec une logique de stratégie. Il ne part pas à la conquête du pouvoir à l'aveugle. Il prépare le terrain. Il construit une équipe. Il teste des profils. Il sonde des alliances. Dans les coulisses, les discussions s'intensifient. Des noms circulent. Des figures économiques sont approchées. On parle de rencontres, notamment avec Madan Dulloo, mais aussi d'échanges discrets avec des acteurs influents du secteur financier.

Le message est clair : le futur gouvernement ne sera pas improvisé. Il sera calibré. Mais cette approche pose une question essentielle : peut-on construire un projet politique crédible en pensant déjà à la distribution des postes ? Rassembler... ou recycler ?

Le pari de Bérenger repose sur une équation délicate : réunir la jeunesse et les anciens. D'un côté, une nouvelle génération qu'il tente de mobiliser, portée notamment par Joanna Bérenger. Une jeunesse en quête de sens, désabusée par les promesses non tenues, sensible aux discours de rupture. De l'autre, une vieille garde. Des anciens combattants du Mouvement Militant Mauricien, sortis des placards, rappelés pour leur expérience, leur loyauté, leur réseau.

Un mélange explosif. Car si l'alliance des générations peut être une force, elle peut aussi devenir une faiblesse. Trop de nostalgie peut freiner le renouveau. Trop de jeunesse peut manquer de structure. L'équilibre sera déterminant.

Une ambition assumée... mais risqué.

Le discours de Bérenger tranche. Attaques frontales contre Pravind Jugnauth et Navin Ramgoolam, volonté affichée de « *barrer la route* », posture de recours national. Mais derrière cette posture offensive, une interrogation demeure : le pays est-il prêt pour une nouvelle incarnation du combat militant ?

Le Fron Militan Progresis se présente comme une continuité du MMM. Mais le MMM d'aujourd'hui n'est plus celui de 1969. Le contexte a changé. Les attentes aussi. Et surtout, la confiance s'est érodée. Le peuple, seul arbitre.

Une amie me glissait récemment, avec une pointe d'ironie et de fatalisme : « *Bon Dieu pou encoler... li pou dire ki qualité dimounn couyon li finn envoye lor la terre...* » Derrière la boutade, une réalité plus profonde. Une lassitude. Un doute. Une fatigue politique. Car au-delà des stratégies, des alliances et des ambitions personnelles, une seule question compte : le peuple y croit-il encore ?

Bérenger peut anticiper, calculer, structurer. Il peut même dessiner son futur cabinet dans les moindres détails. Mais au final, ce ne sont ni les états-majors, ni les cercles d'influence qui trancheront. Ce sera le peuple. Et cette fois, plus que jamais, il sait que son choix ne se limite pas à élire un gouvernement. Il s'agit de reprendre son destin en main.

TRIBUNE

Morts en détention : la vérité ne peut plus rester enfermée

Dyan Sawmy. Axel Perrine. Toorabally. Et dans toutes les mémoires, Kaya. À chaque fois, le même choc. À chaque fois, la même question : comment meurt-on entre les murs de l'État, là où l'on est censé être protégé ?

Car une chose est claire : lorsqu'un individu est placé en cellule ou en prison, il n'est plus seulement sous surveillance, il est sous responsabilité totale. Celle de la police, celle de l'administration pénitentiaire, celle de l'État. Et lorsque la vie s'éteint dans ces conditions, il ne peut s'agir d'un simple incident. C'est un échec grave.

Mais derrière ces décès, une réalité dérangeante se dessine. Celle d'un système où les responsabilités semblent diluées. Était-ce une bavure ? Une négligence ? Une violence entre détenus qui a dégénéré ? Ou une absence de surveillance au moment critique ? Trop souvent, ces questions restent sans réponses claires.

Dans les couloirs des prisons comme dans les postes de police, une autre vérité circule à voix basse : chacun se couvre. Entre grades, gardiens, « *chiourmes* », officiers et responsables, la tentation est grande de minimiser, de lisser les faits, d'éviter que la responsabilité ne remonte trop haut. Résultat : des versions qui évoluent, des zones d'ombre qui persistent, et des familles qui se heurtent à un mur.

Et puis, il y a ces explications qui reviennent, presque mécaniquement. « *Il a succombé à une crise d'épilepsie.* » « *Il était en manque.* » « *Il s'est cogné la tête contre les barreaux.* » Des phrases devenues familières, répétées d'un dossier à l'autre. Peut-être vraies dans certains cas. Mais à force de se répéter, elles finissent par susciter le doute. Car comment expliquer que ces drames surviennent si souvent

sans qu'aucune faille structurelle ne soit reconnue ?

La question des violences entre détenus est également centrale. Une bagarre qui dégénère, un règlement de comptes, une pression interne... et l'irréparable se produit. Là encore, la responsabilité ne peut être écartée. Car surveiller, prévenir, intervenir à temps : c'est précisément le rôle de l'administration.

Aujourd'hui, une nouvelle voix s'élève. Fraîchement nommé, le commissaire des prisons promet de faire toute la lumière sur ces affaires. Une déclaration attendue, nécessaire. Mais au-delà des mots, c'est une attente immense qui pèse sur ses épaules. Car l'heure n'est plus aux promesses. Elle est aux résultats.

Faire la lumière, cela signifie aller au bout des enquêtes. Identifier clairement les responsabilités, qu'elles soient individuelles ou institutionnelles. Sanctionner si nécessaire. Mais surtout, corriger ce qui doit l'être. Renforcer les mécanismes de contrôle, instaurer une transparence réelle, et briser cette culture du silence qui entoure encore trop souvent ces drames. Car chaque mort en détention laisse une cicatrice. Pour une famille, d'abord. Mais aussi pour toute une société. Une société qui ne peut accepter que des citoyens, quels que soient leurs torts, meurent dans des conditions troubles sans que toute la vérité ne soit établie.

Dyan Sawmy, Axel Perrine, Kaya, Toorabally... ces noms ne doivent pas devenir de simples statistiques. Ils doivent être le point de départ d'une prise de conscience. Parce que mourir en détention ne doit jamais être une normalité. Et parce que la vérité, elle, ne doit plus rester enfermée.

DIMANCHE 10 AU 16 MAI 2026

À un pas du sommet : Kawol rate le poste de Secretary to Cabinet sur fond de différends

C'est la chute brutale d'un haut fonctionnaire qui réunissait pourtant toutes les compétences pour devenir le prochain Secretary to Cabinet. Le poste lui tendait les bras en raison de sa séniorité dans le service. Or, c'est tout son horizon et son avenir qui ont été sérieusement assombris à la lumière des derniers événements. Pour avoir outrepassé le Cabinet des ministres, le Dr Dhanjay Kawol, Secretary to the Public Service, a demandé à partir à la retraite anticipée. Une demande lui avait été faite dans ce sens. Grâce à cette porte de sortie, il pourra conserver ses avantages comme la pension et avoir un départ digne malgré tout. Désormais, c'est Shakuntala Devi Gujadhur-Nowbuth qui le remplace. Elle a quitté le ministère des Collectivités locales.

Retour sur l'incident

C'est une énorme bourde qu'il a commise mardi dernier en émettant une directive pour favoriser le télétravail ou le flexi-time dans le secteur public en raison de la situation au Moyen-Orient. Le but est d'optimiser les ressources, surtout face à la facture énergétique, carburants et électricité, qui s'alourdit davantage chaque jour. Le Dr Dhanjay Kawol, alors Secretary to the Public Service, informe les fonctionnaires dans la soirée des nouveaux dispositifs de travail. Ceux-ci prévoient l'introduction du télétravail et du flexi-time pour une période initiale de trois mois à partir du 11 mai 2026. Mais dans le processus, le haut fonctionnaire oublie de consulter le ministre de la Fonction publique, Raj Pentiah, à ce sujet.

Le lendemain, après le tollé soulevé, une deuxième circulaire est émise, cette fois pour annuler la décision antérieure. Le Dr Kawol informe les responsables des ministères et départements ainsi que la Rodrigues Regional Assembly que la Circular Note No. 14 de 2026, datée du 5 mai, est «



withdrawn with immediate effect ». Le document, portant le titre « *Response to the Conflict in the Middle East* », précise également que « *any inconvenience caused is deeply regretted* ».

Le Dr Dhanjay Kawol, Secretary to Public Service, aurait émis cette circulaire sans l'aval de son ministre de tutelle. D'ailleurs, le ministre de la Fonction publique, Raj Pentiah, a affirmé n'avoir jamais été consulté avant la diffusion du document. Il insiste sur la nécessité de consultations pour toute décision d'une telle envergure. Pour leur part, les syndicats et observateurs ont critiqué un « *manque de professionnalisme* » et une « *absence de coordination* » au sommet du ministère.

Mais que s'est-il vraiment passé dans la tête de Kawol ?

De sources dignes de foi, des « sanctions sévères » auraient été envisagées

de 2026 vers 17h45. Cela sans l'aval de son ministre, encore moins du Cabinet des ministres. Ce qui aurait provoqué une onde de choc.

Interrogé sur son action, il aurait affirmé avoir informé le Secretary to Cabinet de sa démarche. Mais après vérifications, cette affirmation ne s'est pas avérée exacte, ce qui a mis à mal sa version. D'origine modeste, le Dr Kawol, décrit comme ayant fait ses débuts en tant que « *gardien de cimetière* », a travaillé pour réussir ses études supérieures, décrochant son doctorat, connu comme le PhD en administration.

4 affectations dans quatre ministères depuis 2025

Cependant, beaucoup évoquent ses difficultés relationnelles. On parle de prises de bec avec plusieurs ministres et même d'un rapport défavorable qui joue contre lui. Durant les 18 mois de l'Alliance du Changement au pouvoir, il aurait changé d'affectation dans pas moins de quatre ministères. En janvier 2025, alors qu'il occupe le poste de Senior Chief Executive au ministère des Administrations régionales, le Dr Dhananjay Kawol sera transféré au ministère de l'Agro-industrie sous la tutelle d'Arvin Boolell. Puis, il sera envoyé au ministère de l'Industrie et des PME, d'Aadil Ameer Meea. De là, il a atterri à la Fonction publique.

Dans le passé, les fonctionnaires du ministère de l'Énergie, devenu depuis les Utilités publiques, avaient exprimé un certain malaise quand le Dr Kawol a accédé au poste de Permanent Secretary (PS). Le hic, c'est qu'il a également été celui qui avait agi comme secrétaire pour le Fact-Finding Committee (FFC) chargé d'enquêter sur les agissements de Youshreen Choomka. L'ex-Chairperson et directrice de l'Independent Broadcasting Authority (IBA) avait agi comme courtière auprès d'investisseurs étrangers, leur proposant, contre rémunération, des faveurs des autorités, notamment celles du Central Electricity Board (CEB) et du ministère de l'Énergie. Une demi-douzaine d'employés du ministère de l'Énergie a déposé devant le FFC, ce qui avait causé un certain embarras. Même les collègues du haut fonctionnaire étaient montés au créneau pour le défendre, en disant de lui qu'il est : « *un homme intègre, droit et pas du genre à tremper dans les magouilles des uns et des autres* ». Pour beaucoup d'observateurs, le haut fonctionnaire a, cette fois, pris la bonne décision.

DIMANCHE 10 AU 16 MAI 2026

Héritage toxique : Navin Ramgoolam veut nettoyer les écuries d'Augias laissées par le MSM

● Festival de pillages sous l'ancien régime, des milliards partis en fumée

La critique est aisée, l'art est difficile, serait-on tenté de dire après le nombre de « tangles » qui sont sortis de terre après l'annonce du Dr Navin Ramgoolam, à Arsenal mercredi dernier, qu'il a besoin d'un deuxième mandat pour le redressement national. Le Premier ministre n'a pas tort. Un seul mandat ne suffira pas à corriger « les dégâts » hérités de l'ancien gouvernement. « Rome ne s'est pas construite en un jour... 'Ek sa domaz ansien gouvernman inn fer la, mo pou vinn devan zot, mo pou demann zot ankor... parski enn term pa pou ase sa, sa kantite lord pe bizin mete la' », a-t-il déclaré. Comment pouvait-il en être autrement après les informations qu'on apprend semaine après semaine au Parlement.

Le Dr Ramgoolam reconnaît qu'il faut prendre des mesures impopulaires qui sont difficiles pour la population. Citant l'exemple de l'extension de l'âge du paiement de la pension de vieillesse à 65 ans, le Chef du gouvernement a affirmé : « Je ne vis pas dans une bulle, je suis conscient de la colère de la population. Il faut prendre des décisions difficiles pour sauver le pays ». Toutefois, il refuse la facilité du MSM pour imprimer de l'argent et aller vers l'expansion monétaire qui dévalue la roupie.

L'économie est de nouveau sur les rails

D'ailleurs cette semaine, le Fonds monétaire international et Moody's ont reconnu une amélioration de la situation économique à Maurice, soulignant une bonne orientation générale. Moody's note des progrès concrets dans l'assainissement budgétaire avec un déficit public ramené d'environ 9,3 % à 5,5 % du PIB. Le pays reste cependant exposé à des risques externes, notamment les conflits internationaux et la hausse du prix du pétrole.

« Les deux rapports vont dans le même



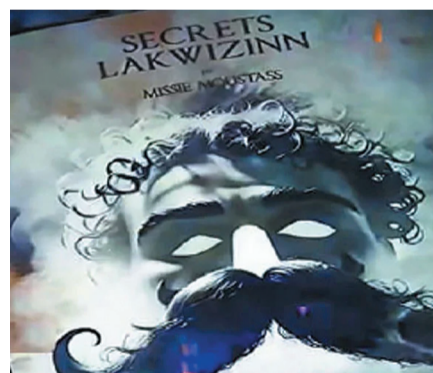
sens. Ils confirment que l'économie mauricienne est sur la bonne voie et que les mesures mises en place orientent le pays dans la bonne direction », a reconnu le Junior Minister aux Finances, Daneshwar Damry.

Festival de pillages sous l'ancien régime

Voyons la situation, comment en sommes-nous arrivés là et que le Premier ministre et son gouvernement doivent aujourd'hui nettoyer l'écurie d'Augias laissée par le MSM et ses acolytes. Voici les faits et rien que les faits. Au hit-parade : MIC et Reward Money Créée pour sauver des entreprises en période de Covid-19, la Mauritius Investment Corporation a octroyé des prêts massifs à des entités privées, comme les Rs 3,1 milliards accordées à Dyanavartam Ltd liée à l'hôtel Maradiva.

Le « Reward Money » de la Police

C'est la perversion du système de récompense de la police, où des dizaines de millions ont été encaissées par des policiers proches du pouvoir, selon une enquête de la Financial Crimes Commission en 2025. Récemment, des officiers de la SBM Ltd ont été suspendus pour avoir autorisé l'encaissement de sommes supérieures au seuil permis, surtout dans les semaines précédant les élections générales de 2024. Entre 2020 et 2023, les récompenses aux policiers sont restées faibles, à environ Rs 225 000 par an, avant d'être stoppées. En parallèle, les paiements aux informateurs ont bondi, atteignant Rs 84,6



millions en 2023-24, puis Rs 56 millions en 2024-25, dont Rs 50,1 millions déboursés juste avant les élections.

Affaire «Missie Moustass»

Un vaste scandale de phone tapping (écoutes téléphoniques) impliquant de hauts dignitaires de l'ancien régime a été révélé par des enregistrements fuités, provoquant une onde de choc nationale avant et après les élections. Cela a impliqué un coût total de 110 millions de dollars. Une société basée

à Dubaï assurait l'entretien, via un contrat annuel de 7,5 millions de dollars. Ce qui avait sapé la confiance des Mauriciens mais aussi des chancelleries étrangères dans les institutions. Le nouveau régime a mis fin à cette pratique honteuse et a rétabli la liberté d'opinion et d'expression.

Non à l'excès de zèle de la police

Le gouvernement n'a pas hésité à prendre position et des actions contre l'excès de zèle et les abus de la police dans l'arrestation du journaliste Narain Jasoodanand le vendredi 12 septembre 2025. Des officiers ont été suspendus et transférés. Pas étonnant que les relations presse-pouvoir se soient nettement améliorées comparées à l'ère autocratique des « Jugnauth ». En 2026, l'île Maurice occupe la 42e place mondiale sur 180 pays dans le classement de la liberté de la presse publié par Reporters sans frontières. Le pays enregistre une progression de 9 places par rapport

DIMANCHE 10 AU 16 MAI 2026

à sa 51^e position en 2025 et sa 57^e place en 2024. Cette amélioration est portée par un score global de 70,92, contre 67,31 l'année précédente.

Gestion des prisonniers

Ce gouvernement a placé l'humanisme au cœur de son projet. C'est pourquoi le Premier ministre n'a pas toléré les circonstances troublantes de la mort du détenu Andy Selmour et a nommé une commission d'enquête. Dans la foulée, le Premier ministre a fait partir l'ex-Commissaire des prisons, Dev Johhoo, qui lui était proche malgré tout.

Maubank, Kuros et la dilapidation

Lors des célébrations du 104^e anniversaire de l'école du gouvernement d'Arsenal, le Premier ministre est revenu sur le cas de la Maubank comme il l'a fait au Parlement la veille. Malgré un profit de Rs 829 millions pour la banque au 30 juin 2025, la holding affiche une valeur nette négative de Rs 2,95 milliards. L'État mauricien a injecté plus de Rs 5 milliards (dont Rs 4,1 milliards entre 2015 et 2024) pour maintenir la structure à flot sans aucun retour vers le Consolidated Fund. De plus, sous l'ancien régime, Kuros Construction Ltd a obtenu Rs 675 millions de prêts et de facilités en mettant en garantie un terrain de l'État. C'est-à-dire qu'ils n'ont rien hypothéqué et ont obtenu ces financements massifs et ne sont plus en mesure d'honorer leurs dettes. Leurs avoirs ayant été gelés. Ce qui a poussé le Dr Ramgoolam à dire que : « *La Maubank est un foyer de corruption et de mauvaise gestion* ».

À la Silver Bank, seuls Rs 209 millions recouverts sur Rs 8,3 milliards de dettes. Le Premier ministre l'a décrit comme un *daylight robbery*, soit un vol en plein jour. Dans un premier rapport en 2024, les prêts non-performants s'élevaient à Rs 8,1 milliards sur un portefeuille total de Rs 8,3 milliards. Seuls Rs 209 millions ont été récupérés. Il est impensable qu'un tel niveau de toxicité d'un portefeuille de prêts ait pu être toléré à la fois par la Silver Bank et par la Banque centrale, qui ont fermé les yeux sur cette mauvaise gestion monumentale, si ce n'est pour escroquer les gens. Au Parlement, le Dr Navin Ramgoolam a également affirmé qu'un auditeur interne avait dénoncé le fait que Rs 7,7 milliards de prêts ont été accordés aux compagnies proches de Prateek Gupta. Seul pays au monde où les Casinos sont en faillite.

Cela serait inimaginable à Las Vegas, Hong Kong ou Monaco, mais à Maurice les Casinos sont en faillite. La situation financière des casinos de Maurice, opérant sous la tutelle de la State Investment Corporation (SIC), a connu une détérioration critique entre 2015 et 2025, période correspondant à la



gestion du MSM. Le Premier ministre Navin Ramgoolam a révélé au Parlement, en mai 2026, des pertes cumulées atteignant environ Rs 1,9 milliard.

La fermeture de Sun Casinos et Beach Casinos Ltd a entraîné un redéploiement de 111 employés vers d'autres établissements, aggravant le sureffectif. De plus, l'octroi d'un 14^e mois de bonus aux employés, décidé par l'ancien régime à la veille des élections en septembre 2024 avec effet rétroactif au 2 juillet 2022, a été dénoncé.

Face à la non-viabilité de la situation, le gouvernement a initié un processus de désengagement de l'État. La firme PwC Mauritius a été mandatée comme conseiller financier pour le désinvestissement progressif des actifs des casinos.

Le coup poker de Bheenick à la SBM

La SBM Ltd était devenue méconnaissable sous le règne de l'ancien régime. Alors qu'elle saignait les petits emprunteurs, elle a trouvé le temps d'accorder des prêts à des entreprises internationales qui n'ont pas fourni de garantie adéquate. De plus, à Maurice, la « *kwiz-inn* » s'en servait comme s'il s'agissait de leur argent personnel.

Quelque Rs 14,3 milliards de prêts toxiques ont été rayés sous le régime MSM, entre 2015 et 2024, en complicité avec la Banque de Maurice qui a « *turned a blind eye on crime* ». D'énormes prêts ont été consentis à de grandes entreprises sans examen approprié et sans

garantie adéquate et, dans certains cas, sans aucune garantie tout simplement. Parmi eux, on retrouve Rs 1,4 milliard à Dhyanaavartam, qui contrôle l'empire de la galaxie Jugnauth/Ramadenee en opérant le Maradiva Villas Resort and Spa. Ce prêt a été accordé à un moment où cette société était en difficulté financière et incluait une autre facilité de Rs 470 millions en 2024 à la veille des élections générales.

Heureusement que le duo Manou Bheenick/Gervais Gua a repris les choses en main pour stopper l'hémorragie et la descente aux enfers de ce fleuron du secteur bancaire mauricien.

CNT-Gate

Le scandale des pièces de rechange a été soulevé récemment à l'Assemblée nationale. Un pactole de Rs 380 millions a été octroyé à AB World Spare Parts Ltd, le fournisseur préféré de l'ancien General Manager Rao Rama. Des produits ont été payés entre 24 et 60 fois plus chers que le prix du marché.

La FCC enquête actuellement sur des négociations privées et des irrégularités dans l'attribution de contrats, notamment pour la fourniture de pneus de qualité inférieure. Ceux-ci, achetés pour Rs 45 millions, se seraient détériorés prématurément, ne parcourant que 4 000 km au lieu des 40 000 km prévus.

Les services postaux en faillite

Malgré tous les discours de l'ancien



ministre du MSM Deepak Balgobin, la Mauritius Post Ltd traverse une crise financière sévère. Pour l'exercice clôturé au 30 juin 2025, elle affiche une perte opérationnelle de Rs 282 millions. Son déficit actionnarial s'élève à Rs 1,7 milliard, tandis que le passif de retraite atteint Rs 2,6 milliards. Le mois dernier, n'était-ce l'intervention du gouvernement, les employés n'auraient pas été payés. Difficile à imaginer avec la panoplie de services offerts par les services postaux qui ont dû augmenter leurs tarifs.

Les autres excès de l'ancien régime

Missions à l'étranger : plus de Rs 196 millions ont été dépensées entre 2015 et 2024, dont plus de Rs 30 millions rien que pour les déplacements de l'ancien Premier ministre. Dépenses légales : plus de Rs 14 millions ont été dépensées par l'État pour la défense légale de l'ancien Commissaire de police, Anil Kumar Dip, dans huit affaires. Projet Heritage City : Rs 39,7 millions ont été dilapidés dans ce projet, abandonné sans appel d'offres.

Cette liste est non-exhaustive. Il y a également : (i) le rôle infect de Renganaden Padayachy dans la transaction d'acquisition de l'hôtel Ambre (ii) le jackpot public de Rs 84,7 millions en dix ans pour l'avouée Sonah-Ori et des Rs 40 millions à des avocats du privé depuis 2016, (iii) Sattar Hajee Abdoula : Rs 287,2 millions d'honoraires entre 2015 et 2024, (iv) les Rs 8,2 millions dilapidés à l'Expo de Dubaï, (v) les Rs 169 millions pour les voitures officielles, (vi) les Rs 3,5 milliards de fonds publics à la compagnie Nundun Gopee qui font l'objet d'enquête de la FCC actuellement, (vii) les Rs 50 millions de contrats en 10 ans à Verde Frontier Solutions parmi tant d'autres.

Face à une telle situation, seul le courage du Premier ministre à prendre des décisions difficiles peut aider à sortir le pays du marasme. Il ose là où d'autres ont échoué lamentablement et se posent en donneurs de leçons. Navin Ramgoolam n'a rien à apprendre d'eux.

Maubank : Le Premier ministre dénonce un prêt géant accordé à un proche de l'ex-ministre des Finances

La polémique enfle autour de Maubank. En pleine cérémonie officielle marquant le 104e anniversaire de l' Arsenal Government School, le Premier ministre Navin Ramgoolam a jeté un pavé dans la mare en dénonçant publiquement un prêt de Rs 675 millions accordé, selon lui, à un proche de l'ancien ministre des Finances.

Dans un ton inhabituellement direct, le chef du gouvernement a pointé du doigt ce qu'il considère comme une dérive grave dans l'octroi de facilités bancaires sous l'ancien régime. « *Ou pou krwar avec ancien gouvernman, enn la bank donne enn loan de Rs 675 millions à enn proche ancien minis Padayachy. Ou al rod enn loan la bank ou gete ki zot dir ou* », a-t-il lancé, traduisant un sentiment d'injustice largement partagé dans l'opinion publique.

Pour le Premier ministre, ces pratiques illustrent un système biaisé, où certains bénéficiaient de traitements de faveur au détriment des citoyens ordinaires et des entrepreneurs.

Un système à reconstruire

Navin Ramgoolam n'a pas hésité à élargir son propos en évoquant les « *dommages accumulés* » durant les années précédentes. Selon lui, le chantier de redressement est colossal et nécessitera du temps.

« *Rome ne s'est pas construite en un jour. Un seul mandat ne suffit pas pour remettre de l'ordre après de telles dérives, mais nous sommes déterminés à assainir*



la situation », a-t-il affirmé. Ce discours s'inscrit dans une volonté affichée de restaurer la crédibilité des institutions et de renforcer les mécanismes de transparence. Le message est clair : la réforme passera par une remise en question profonde des pratiques héritées.

L'éducation comme levier d'avenir

Malgré la charge politique, le Premier ministre a également voulu recentrer son intervention sur un thème fédérateur : l'éducation. Il a rappelé son rôle central dans la construction d'une société plus juste et plus résiliente.

« *Sans une éducation de qualité, il ne peut y avoir ni progrès durable ni égalité des chances* », a-t-il insisté, soulignant que l'investissement dans le capital humain demeure la clé du développement national. Il a salué l'impact historique de l'éducation gratuite introduite en 1977, qu'il considère comme une réforme fondatrice ayant permis d'élargir l'accès aux opportunités pour des générations de Mauriciens.

Dans cette optique, le gouvernement entend renforcer les politiques d'inclusion, notamment en faveur des femmes et des personnes en situation de handicap, tout en consolidant les acquis en matière de démocratisation de l'enseignement.

Discipline et valeurs au cœur des priorités

Autre annonce phare : la réintroduction du programme NICE dans les écoles. Ce dispositif vise à inculquer aux élèves des valeurs civiques essentielles, dans un contexte où les défis sociaux — vi-

olence, drogue, indiscipline — restent préoccupants.

Le ministre de l'Éducation, Mahend Gungapersad, a d'ailleurs mis en avant les progrès enregistrés dans certains établissements, notamment à l' Arsenal Government School, où le taux de réussite est passé de 44 % à 77 %. Tout en saluant ces avancées, il a reconnu que des efforts supplémentaires seront nécessaires pour assainir durablement l'environnement scolaire et offrir de meilleures perspectives aux élèves.

Une célébration sous haute portée symbolique

Fondée vers 1922, l' Arsenal Government School a profité de cette cérémonie pour mettre en lumière son héritage et son engagement au service de la communauté. Le lancement d'une revue commémorative, le dévoilement d'une plaque et une plantation d'arbres ont ponctué l'événement.

Mais au-delà des célébrations, c'est bien le message politique qui a dominé : entre dénonciation des pratiques du passé et promesse de réforme, le gouvernement entend marquer une rupture. Et dans cette dynamique, l'affaire du prêt de Rs 675 millions pourrait bien devenir un symbole des dérives que les autorités disent vouloir corriger.



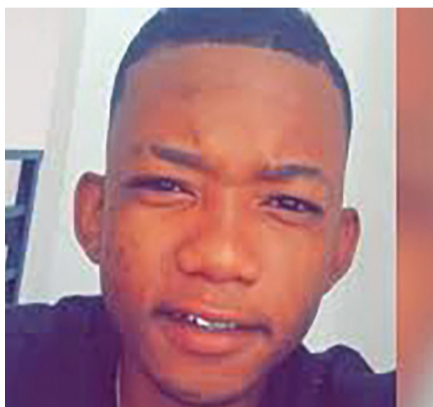
DIMANCHE 10 AU 16 MAI 2026

Foul play en détention : Dyan Sawmy retrouvé hors zone, sans surveillance CCTV

● Satyajit Boolell prône la prudence et demande d'attendre les conclusions

Le nombre de cas de décès récents et troublants en milieu carcéral continue d'interpeller et d'inquiéter les plus hautes sphères des autorités. Une situation jugée grave. Entre 1979 et 2020, plus de 68 décès ont été enregistrés en détention policière. Des données compilées indiquent que le taux de décès en cellule à Maurice a pu être jusqu'à quatre fois supérieur à celui de pays comme l'Australie ou le Royaume-Uni. Le cas de Jean Caël Permes, retrouvé mort à la prison de haute sécurité de La Bastille le 5 mai 2020, a soulevé d'énormes interrogations. Un rapport d'autopsie a révélé de graves blessures, entraînant une enquête pour meurtre.

ONG Humaniste : « Comment un jeune peut-il mourir à quelques semaines de sa sortie ? »



Le 1er mai dernier, le corps de Jeff Axel Perrine, un détenu de 27 ans, a été retrouvé mort vendredi à la prison de Beau-Bassin. Cet habitant de Résidence Rose, Notre-Dame, a été découvert assis sur son lit dans la cellule. Il devait être libéré le 24 mai prochain après avoir purgé une peine pour vol. Dans son cas, la Dr Shaila Prasad-Jankee, médecin légiste, qui a pratiqué l'autopsie, a conclu à un œdème cérébral et pulmonaire et a exclu tout « foul play ». Une version difficilement acceptable pour la famille, qui a retenu les services de Me Sanjeev



Teeluckdharry pour la représenter dans ses démarches et pour que « justice soit faite ».

L'avocat pénaliste dénonce des incohérences dans la version des autorités. Me Teeluckdharry déplore les protocoles de l'enquête policière. L'avocat de la famille a officiellement saisi le DPP pour réclamer une enquête judiciaire et la sécurisation immédiate des images de vidéosurveillance de la prison. « Comment un jeune peut-il mourir dans de telles circonstances à quelques semaines de sa sortie de prison ? », s'interrogent les ONG humanistes. Ce qui suscite une vive controverse malgré une autopsie concluant à des causes naturelles. Les proches du défunt, qui affirment avoir remarqué des traces suspectes sur son corps, contestent la thèse officielle et exigent que toute la lumière soit faite sur les circonstances de ce drame carcéral. Me Teeluckdharry critique la manière dont les enquêtes sont menées dans ce type d'affaires,

estimant qu'elles devraient être initiées immédiatement, selon un protocole clair et bien établi.

Vendredi, après son retour au pays, la veille, d'une mission au Parlement panafricain, la députée Anabelle Savabaddy a rendu une visite pour exprimer sa solidarité avec la famille Perrine dans ces moments difficiles. Elle affirme qu'elle soulèvera la question ce mardi au Parlement, ayant une interpellation inscrite en son nom et adressée au Premier ministre.

L'hypothèse de l'épilepsie remise en question

C'est un cas des plus intrigants. Dyan Sawmy est décédé ce mardi 5 mai. Il était en détention depuis le 20 avril sous une accusation provisoire de trafic de drogue. Âgé de 32 ans et incarcéré à la prison de Beau-Bassin, il a été retrouvé mort dans la cour B. Son décès a été attribué à une fracture du crâne avec

hématome extradural (« skull fracture with extradural hematoma »), selon les conclusions de l'autopsie pratiquée le même soir par les Dr Gungadin et le Dr Seewoortun.

Il s'agit définitivement d'un cas de « foul play ». Car le détenu a été retrouvé dans un endroit où il n'aurait pas dû être. De plus, cet endroit n'était pas couvert par les caméras de surveillance CCTV au moment des incidents menant à sa mort. Certains ont tenté de se dédouaner en invoquant ses problèmes d'épilepsie, ce qui est confirmé dans le communiqué de l'administration pénitentiaire qui affirme que le détenu avait accès aux soins médicaux à ce sujet. Selon cette version, Dyan Sawmy se serait senti mal vers 10 h ce mardi et a été dirigé vers l'hôpital de la prison, où il aurait fait une nouvelle crise. C'est lors de son transfert d'urgence à l'hôpital Jawaharlal Nehru Hospital pour des soins spécialisés que son décès a été constaté. C'est la Major Crime Investigation Team qui s'est saisie du dossier. Ses limiers ont réclamé les images des caméras de surveillance de la prison. Toutefois, avant toute analyse, les images doivent être transmises à l'unité informatique spécialisée de la police, qui authentifie qu'aucune manipulation ou altération des enregistrements n'a été effectuée.

La NHRC insiste sur le respect du processus

Le président de la National Human Rights Commission appelle à ne pas spéculer autour des deux décès intervenus dans un court intervalle à la prison de Beau-Bassin avant la conclusion des enquêtes. Me Satyajit Boolell a indiqué qu'à ce stade, et dans l'attente du rapport d'enquête, il n'existe aucune raison de conclure à un quelconque abus de droits, tout en précisant s'exprimer avec beaucoup de réserve. C'était à l'issue d'une formation au Media Trust. « Le NHRC, à travers la National Preventive Mechanism Division, nous sommes là pour assurer qu'il n'y ait pas d'abus de droits dans la mort des détenus selon les conventions internationales contre la torture. Il ne faut pas spéculer. Nous faisons l'enquête et nous devons attendre la conclusion. Dans le cas de Perrine, la maman est venue à la Commission, ce qui est tout à fait légitime pour connaître les circonstances du décès de son fils », a-t-il affirmé.



DIMANCHE 10 AU 16 MAI 2026

Le nouveau commissaire de Prison : « La surpopulation demeure un défi majeur. »

Rashid Ali Beekun dit attendre les conclusions de l'enquête avant de se prononcer sur les deux cas actuels. Il a souligné que la surpopulation est un défi majeur. Il envisage une meilleure répartition des détenus entre les différents établissements du pays (Nord, Sud, Centre) pour alléger la pression sur le système. En tant que successeur de Dev Jokhoo depuis mars 2026, il prône des ajustements et des mesures correctives pour améliorer la gestion des cas en attente de jugement et les conditions de détention. Il veut également mettre en place un protocole pour le renvoi des détenus étrangers dans leurs pays afin qu'ils y purgent leurs condamnations.

Plusieurs failles et incohérences dans les témoignages ont été décelées dans les circonstances

Une violente bagarre a éclaté le jeudi 7 mai 2026 dans la cour B de

la prison de Grande-Rivière-Nord-Ouest (GRNO), impliquant plusieurs détenus et entraînant l'hospitalisation de trois d'entre eux. L'agression s'est déroulée en deux temps. Initialement, un détenu de 46 ans a été attaqué par deux codétenus. Par la suite, deux autres prisonniers (âgés de 25 et 34 ans) ont été agressés par un groupe, portant le nombre de blessés à trois. Ces derniers ont été admis à l'hôpital Jawaharlal Nehru à Rose-Belle.

Indigné par les circonstances de la mort du détenu Andy Selmour, le Premier ministre a institué une Commission d'enquête présidée par l'ex-juge Paul Sham Lang Leen. Plusieurs failles et incohérences dans les témoignages ont été décelées dans les circonstances menant à la mort du détenu de 33 ans, le 9 décembre 2025 à la prison de haute sécurité de Melrose, à Maurice, à la suite d'une violente agression. Une enquête judiciaire est actuellement en cours dans le cas du décès de John Mick Martingale, survenu le 8 septembre 2024. Les deux cas survenus récemment devront également faire l'objet d'enquêtes judiciaires.

Les profils des détenus se rajeunissent

Dans son rapport 2025, la National Human Rights Commission (NHRC), rendu public début avril 2026, pointe du doigt des retards dans les enquêtes, notamment pour les détenus en détention préventive. Il souligne également la nécessité de renforcer les programmes de réinsertion pour les anciens détenus afin de réduire la récurrence. Le taux élevé de récurrence révèle les limites du système actuel. Plus de 70 % des détenus purgeant de courtes peines récidivent, transformant les prisons en véritables « portes tournantes ». Les profils des détenus se rajeunissent, avec des peines souvent comprises entre quatre et six mois, insuffisantes pour provoquer une réelle prise de conscience mais suffisantes pour laisser des cicatrices sociales : casier judiciaire, perte d'emploi, rupture familiale. La prison, censée corriger et réinsérer, échoue trop souvent à remplir sa mission.

À la sortie, les anciens détenus se heurtent à un mur : stigmatisation, absence d'emploi, isolement social.

Face à ce constat, la Commission propose un modèle innovant basé sur l'insertion professionnelle, impliquant le secteur privé et la société civile. Une approche pragmatique qui reconnaît que la réinsertion ne peut être uniquement institutionnelle. Mais cette initiative, encore à l'état pilote, souligne surtout l'urgence d'une réforme plus large. Elle appelle également à des investissements dans les infrastructures, l'hygiène et les services de santé, ainsi qu'à une meilleure formation du personnel.

La Commission recommande de réétudier toute la question de remise de peines, y compris pour ceux condamnés pour des délits de drogue. L'introduction de « *halfway houses* » (prisons intermédiaires) permettant aux détenus en fin de peine de travailler la journée et de réintégrer l'établissement le soir, facilitant ainsi leur réinsertion. Une meilleure prise en charge des détenues étrangères et la lutte contre le trafic humain en milieu carcéral sont également évoqués.

Témoignage d'un ex-détenu**« La nuit, vous pouvez mourir en cellule... personne ne viendra »****● Il faut revenir à un système à la Bill Duff ou Jean Bruneau**

Dans le cadre de notre enquête sur la situation carcérale, nous nous arrêtons cette semaine sur la vie derrière les barreaux. Entre conditions de détention, dignité humaine et perspectives de réinsertion, la réalité est souvent bien loin des textes officiels. Notre rencontre avec Nicolas, un ex-détenu ayant séjourné principalement à la prison de Beau-Bassin, lève le voile sur un quotidien difficile. Il décrit un univers en dégradation, marqué par des pratiques qu'il juge humiliantes et déshumanisantes, et plaide pour un retour à des méthodes plus encadrées, inspirées de figures comme Bill Duff ou Jean Bruneau.

Ainsi, dès son admission, chaque détenu reçoit un livret d'une vingtaine de pages expliquant ses droits et ses privilèges. « *Le matin, nous démarrons notre journée avec un thé qui laisse à désirer, ce qu'on appelle "indité dilolabou", sans sucre, accompagné d'un pain cuit depuis deux jours. À cela s'ajoute la nourriture servie au déjeuner ou le soir, avant de regagner nos cellules, qui n'est*

pas aux normes : bouillon de poule, bouillon de saumon, poissons salés frits, parfois même sans avoir été correctement ébouillantés », déplore-t-il.

« La prison pourrait mettre en place une cantine familiale »

Notre interlocuteur reconnaît toutefois que « *la prison n'est pas un hôtel cinq étoiles. J'ai commis un délit envers la société et je mérite d'être puni par la loi. J'ai été privé de ma liberté, mais pas de mes droits.* » Pourtant, même obtenir un simple morceau de coton relève du parcours du combattant. Chaque détenu est rémunéré à hauteur de 20 roupies par jour et bénéficie d'une cantine mensuelle très limitée : une boîte de beurre de 250 grammes, une boîte de fromage de 250 grammes et une boîte de gelée de 290 grammes.

Dans une cour comptant entre 175 et 200 détenus, seuls 15 à 20 ont accès au travail. Une situation qui favorise, selon lui, les trafics et les vols, parfois violents, qui se terminent à l'hôpital.

« *Pourquoi nous priver d'une cantine familiale ? La prison pourrait mettre en place un système où nos familles, lors des visites, pourraient nous acheter à manger, bien sûr sous stricte surveillance des gardiens* », explique Nicolas.

Il dénonce également la vétusté du bâtiment colonial, datant des années 1800, qu'il juge proche de l'effondrement. Il évoque même un incident où un détenu a dû être hospitalisé après avoir reçu une pierre sur la tête, nécessitant des points de suture.

« La nuit, vous pouvez mourir en cellule... personne ne viendra »

« *L'après-midi, entre 15 h et 16 h, nous regagnons nos cellules. Nous passons au total 14 à 15 heures enfermés dans des cellules infestées de punaises et de rats. Avec un gobelet de thé et un pain, on nous donne un pot de chambre pour faire nos besoins, alors que nous sommes en 2026, sans même une toilette. Le soir, si quelqu'un est malade, vous pouvez crier autant que vous voulez : personne ne*

viendra vous sortir du cachot pour vous emmener à l'hôpital ou vous donner un simple panadol », affirme-t-il.

Pour lui, la prison devrait être un lieu de réhabilitation, et non de souffrance. Or, les détenus subiraient, selon ses dires, des sévices réguliers. Il estime également que la question de la détention provisoire doit être revue afin de réduire la surpopulation carcérale.

L'ex-détenu pointe du doigt les méthodes employées par certains membres des forces de l'ordre, notamment lors d'interventions en prison impliquant le Groupe d'intervention de la police, les gardiens ou encore la Special Mobile Force. Il appelle aussi à une réflexion sur le recours à l'isolement comme mesure disciplinaire. Autre point qu'il juge inacceptable : voir d'anciens gardiens devenir Welfare Officers.

« *Mais le prisonnier reste un prisonnier. Et c'est pareil à l'extérieur : une fois sorti, l'ex-détenu n'a pas sa place dans la société. Il ne trouve pas sa voie et n'a aucun moyen de s'en sortir* », conclut-il.

Faux passeport mauricien : un réseau international démantelé ? Un Nigérian arrêté et passe aux aveux

L'affaire dépasse désormais le simple fait divers. L'arrestation d'un ressortissant nigérian à l'aéroport international SSR, alors qu'il tentait de quitter le territoire avec un faux passeport mauricien, met en lumière un réseau international bien plus vaste qu'il n'y paraît. Derrière ce document frauduleux, les premières pistes évoquent une organisation structurée, opérant en ligne et impliquant plusieurs nationalités.



Le vendredi 24 avril 2026, Gideon Nzubechukwu Akunana, développeur informatique de profession, se présente aux comptoirs d'embarquement pour un vol d'Air Mauritius à destination de Johannesburg. Tout semble en règle... jusqu'au moment où son passeport mauricien attire l'attention des officiers de l'immigration.

Face aux questions insistantes, l'homme finit par craquer. Il reconnaît être de nationalité nigériane et présente son véritable passeport. Le document mauricien qu'il détenait est alors immédiatement suspecté d'être un faux.

Un faux passeport commandé en ligne

Lors de son interrogatoire, le suspect fait des révélations troublantes. Il affirme avoir obtenu ce passeport via un site internet identifié comme « *Mr verify.net* » en février 2025. Une simple commande en ligne, suivie d'un paie-

ment de 340 dollars américains, aurait suffi pour lancer le processus.

Quelques mois plus tard, le document lui aurait été livré par courrier, comme un banal colis. Une facilité déconcertante qui soulève de sérieuses inquiétudes sur l'existence de plateformes clandestines spécialisées dans la fabrication de documents officiels falsifiés.

Des connexions internationales inquiétantes

Mais l'enquête ne s'arrête pas là. Selon nos informations, les autorités mauriciennes soupçonnent l'existence d'un réseau structuré opérant entre plusieurs pays. Des contacts albanais et pakistanais seraient notamment dans le viseur des enquêteurs, laissant penser à une filière bien organisée, capable de produire et distribuer de faux documents à l'échelle internationale. Face à la gravité des faits, la police mauricienne a sollicité l'assistance de Interpol afin de remonter la chaîne et identifier les cerveaux derrière ce trafic.

Un profil loin d'être clandestin

Fait surprenant : Gideon Nzubechukwu Akunana n'était pas en situation irrégulière à Maurice. Arrivé sur le territoire en mars 2024 pour des raisons professionnelles, il détenait un permis d'occupation valide jusqu'en mars 2027.

Ce détail intrigue les enquêteurs. Pour-

quoi recourir à un faux passeport alors que sa présence dans le pays était légale ? Cherchait-il à dissimuler son identité pour d'autres déplacements ? Ou faisait-il partie d'un réseau plus large de porteurs de documents falsifiés ?

Après son arrestation, le suspect a été remis au CCID Airport. Une enquête a été officiellement ouverte. Présenté devant la cour de Grand-Port, il a été reconduit en cellule policière en attendant sa prochaine comparution prévue le 12 mai 2026.

Mais au-delà de ce cas individuel, c'est toute la question de la sécurité des documents d'identité qui est posée. L'existence de sites capables de fournir des passeports falsifiés en quelques clics représente une menace sérieuse, non seulement pour Maurice, mais pour l'ensemble des systèmes de contrôle aux frontières.

Un trafic qui inquiète les autorités

Ce dossier met en lumière une réalité préoccupante : le trafic de faux documents évolue avec son temps. Désormais digitalisé, il échappe aux circuits traditionnels et s'appuie sur des réseaux transnationaux difficiles à démanteler. Pour les autorités, l'enjeu est désormais clair : remonter jusqu'aux têtes du réseau, identifier les plateformes impliquées et renforcer les dispositifs de contrôle. Car derrière un simple passeport falsifié, c'est toute une mécanique criminelle qui se dessine et Maurice

pourrait bien n'être qu'une pièce dans un puzzle beaucoup plus vaste.

Comment reconnaître un vrai passeport d'un faux ?

Distinguer un vrai passeport d'un document falsifié repose sur une combinaison de vérifications visuelles, techniques et électroniques. Les passeports modernes sont hautement sécurisés, ce qui rend leur imitation difficile... mais pas impossible.

D'abord, l'aspect général du document donne souvent de premiers indices. Un vrai passeport présente une qualité d'impression irréprochable : couleurs nettes, pages bien alignées, papier spécifique difficile à reproduire. Toute anomalie floue, faute d'orthographe, photo mal intégrée doit alerter.

Ensuite, il faut examiner les éléments de sécurité visibles. Les hologrammes doivent changer d'aspect selon l'angle de vue, les encres spéciales réagissent à la lumière ultraviolette, et certains motifs apparaissent uniquement sous infrarouge. La bande MRZ (zone lisible par machine en bas de page) doit être parfaitement alignée et correspondre aux informations du document.

Un autre point clé concerne la puce électronique (RFID), présente dans les passeports biométriques. Elle contient les données du titulaire et doit correspondre aux informations imprimées. Toute incohérence est suspecte.



DIMANCHE 10 AU 16 MAI 2026

VEESHAL CHUMROO (EX-CHAIRMAN DE LA GAMBLING REGULATORY AUTHORITY)

“La vérité finira par éclater un jour”

Fraîchement démissionnaire de la GRA, l'ancien président revient sur son départ controversé. Entre accusations médiatiques, tensions internes et décisions assumées, il livre sa version des faits, défend son intégrité et évoque une expérience qu'il qualifie d'intense mais brève, marquée autant par la polémique que par le soutien de ses proches.

■ **Vous avez déjà changé de couleur ? (Il nous accueille arborant un t-shirt orange.)**

(Rires) Je n'avais même pas fait attention à cela. (Il changera par la suite de t-shirt pour la séance photo de l'interview.) J'ai des t-shirts rouges, jaunes et mauves aussi. Ce que je porte ne fait aucune référence à mon appartenance politique.

■ **Les comptes rendus des médias diffèrent : licenciement ou démission ?**

J'ai démissionné de mon poste de Chairman de la GRA. Un communiqué du régulateur en fait clairement état. J'ai pris cette décision à la suite de discussions et après avoir beaucoup réfléchi, notamment après les allégations publiées par un journal, qui ont fait polémique au sujet de l'utilisation d'une Porsche appartenant à un bookmaker. C'était, je crois, la meilleure décision, dans l'intérêt de la board, pour la transparence et l'intégrité. J'ai alors immédiatement informé le Prime Minister's Office de mon départ. D'ailleurs, je leur avais fait part de mon intention de partir en janvier.

■ **Quelques jours avant votre démission, vous disiez que vous n'aviez “rien à vous reprocher”. Pourquoi donc partir ?**

Finalement, je suis arrivé à la conclusion que “enough is enough”. Vous remarquerez que l'attaque provenait d'une seule source. J'ai discuté avec ma famille, mon épouse et mon fils. Ce dernier m'a dit : “Dad, you are my hero. If I were you, I would step away.” Il attend avec impatience mon retour en Angleterre pour que nous allions assister à des matchs de football. Et comme me l'a si bien dit mon épouse : “The bee doesn't waste its time trying to convince the fly that honey is better than garbage.” Je suis venu sans rien, je repars avec

« Après ma démission, on m'a traité comme un chien. »

de l'expérience. Je suis heureux d'avoir servi mon pays durant ce court laps de temps. C'était une bonne expérience.

■ **Ah bon ? Selon nos informations, l'ambiance n'était pas cordiale au sein du board, où vous n'aviez pas les coudées franches.**

Il arrivait que nous ne soyons pas toujours d'accord sur tout, mais il nous fallait “agree to disagree in the best objective to serve the purpose”. Quoi qu'il en soit, le board fonctionnait bien. Il n'y a aucun doute là-dessus.

■ **Avec qui avez-vous parlé à la GRA avant et après votre démission ?**

En parlant de la GRA, ce qui m'a surpris, c'est qu'on m'a traité comme un chien après ma démission ! Aucun égard pour un chairman qui venait d'annoncer son départ : on m'a demandé de laisser les clés de la voiture... à 20 heures ! Encore une histoire de voiture ! (Rires)

« Si mes actions ont pu blesser certaines personnes, je leur adresse mes sincères excuses. »

■ **Vous auriez pu repartir en Porsche... Donc, vous n'avez parlé à personne ?**

J'ai appelé la CEO, Madame Ringadoo, pour l'informer que je passerais prendre mes effets personnels vendredi soir. Elle m'a répondu : “Ok.” C'est tout.

■ **On dit que vous êtes proche du Premier ministre. Lui avez-vous parlé ?**

Navin Ramgoolam est quelqu'un avec qui j'entretiens une relation cordiale. Il comprend ma décision.

■ **On peut lui reprocher de vous avoir mis à la tête de la GRA...**

C'est peut-être sa prérogative de nom-



mer, mais c'est à moi d'assumer mes décisions, ainsi que mes faits et gestes. Le PM se retrouve lui-même dans une position très difficile. Il n'a pas eu une économie facile à gérer. Laissons-le travailler pour remettre le pays sur les rails. Je suis sûr qu'il va “deliver the goods”.

■ **Depuis la dernière interview, pouvez-vous toujours dire que vous n'avez “rien à vous reprocher” ?**

Oui, je le maintiens. Écoutez, si j'ai offensé des gens par mes actions, je leur présente mes excuses. Je n'ai jamais eu l'intention de tirer avantage de qui que ce soit ou d'une quelconque situation. Par contre, ce qui me blesse, ce sont les articles écrits contre moi sans qu'on cherche à obtenir ma version des faits, sans qu'on connaisse la vérité. Les faits n'ont ni été vérifiés ni contre-vérifiés. Si vous n'êtes pas fort mentalement, vous pouvez être tenté de faire des choses qu'il ne faut pas. Mais je dois dire que j'ai été surpris par la vague de sympathie reçue de la part de ma famille, de mes amis, de mes voisins et même d'inconnus. Je les remercie tous. Cela fait chaud au cœur.

■ **Regrettez-vous aujourd'hui d'être allé à la GRA au volant d'une voiture appartenant à un bookmaker ?**

Je le dis encore une fois : si j'avais su à qui appartenait cette voiture, je ne l'au-

rais jamais conduite. “Mo pa fim simik !” La Porsche a été louée pour un road test avec un concessionnaire. La Porsche appartient à une compagnie de poultry. Il se trouve que le bookmaker est actionnaire de cette compagnie. Après coup, je me pose les questions suivantes : qui a pris les photos dans le parking ? Qui a refilé des informations au journal ? Serait-ce une personne qui recherchait une promotion à laquelle je m'étais opposé ? Est-ce que ce poste sera “advertised” maintenant que je ne suis plus là ? Cette personne faisait-elle partie d'une délégation à une conférence en Europe ? Qui, au MTC, a aidé à la rédaction de l'article ? Il y a eu complot et manipulation...

■ **Vous posez beaucoup de questions auxquelles vous semblez être le seul à avoir les réponses. Dites-les nous...**

Je n'en dirai pas plus pour le moment. La vérité finira par éclater un jour. “Mo Premier ministre content dir : ‘Pied ki rapporte fruits gagne kout ros.’ Avec mo démission, kisannla mo'nn déranzé ek kisannla pou profite ?”

■ **Avec le recul, regrettez-vous d'avoir accepté ce poste ?**

Quelque part, oui ! “Lendemain mo rant travay, pe accuse mwa mo pe pran bribe avek bookmakers. Accuse mwa demande entraîneur tuyau le courses alors ki saison pankor commencé. Accuse mwa donne licence kan mo pena mo mot à dire dan sa dossier-la, car mo pa dan Licensing Committee. Ine mem dir ki mo p donn questions depite dans Parlement. Eoula !” Les gens intelligents qui maîtrisent la GRA Act et qui connaissent le fonctionnement de la GRA savent qui sont les personnes capables de tirer avantage de certaines situations.

■ **Vous omettez de dire qu'on vous a accusé d'avoir fait venir un jockey. C'est grave !**

(Rires) “Mo pena lekiri !” Si les gens sont assez naïfs pour croire que je peux demander un tuyau alors qu'il n'y a pas de courses, ils peuvent croire à n'importe quoi !

■ **Quelle est la suite pour vous ?**

La vie continue. “Back to normal” : la famille, mon travail en Angleterre, mes affaires et, surtout, la prière. Je pars bientôt en Inde, à Haridwar, pour une grande session spirituelle.

■ **Un souhait ?**

“Good luck to the GRA team. Wish everyone well. Hasta la vista !”

DIMANCHE 10 AU 16 MAI 2026

Fron Militan Progresis : Bérenger a déjà son Premier ministre et son ministre des Finances en tête

Réuni à la mairie de Vacoas, Paul Bérenger a officiellement lancé son nouveau parti, le Fron Militan Progresis, présenté comme la poursuite et l'approfondissement du combat engagé par le Mouvement Militant Mauricien depuis 1969. Devant ses partisans, Paul Bérenger a appelé à construire une alternative gouvernementale face au MSM de Pravind Jugnauth et au PTR de Navin Ramgoolam, dans un contexte politique qu'il juge marqué par des dérives, des blocages institutionnels et une perte de confiance envers les principaux partis.



Un congrès présenté comme un tournant politique

Paul Bérenger a qualifié ce moment d'« important » dans l'histoire de son engagement politique, affirmant qu'il s'agissait du lancement d'un nouveau mouvement et d'un nouveau parti destiné à prolonger la lutte initiée avec la création du MMM en 1969. Selon lui, cette nouvelle étape ne constitue pas une rupture, mais une continuité approfondie d'un combat politique structuré autour de principes qu'il présente comme fondamentaux pour l'avenir du pays.

Il a insisté sur le fait que cette initiative s'inscrit dans une logique de reconstruction politique et institutionnelle. Il a évoqué la nécessité de « reprendre le combat sur des bases renouvelées », tout en réaffirmant son attachement aux valeurs historiques du mouvement.

Dix principes fondateurs comme socle idéologique

Le nouveau mouvement repose sur un ensemble de dix principes présentés comme le socle idéologique de la démarche. Paul Bérenger a rappelé que ces principes s'inspirent directement des fondations du MMM et des combats menés depuis plusieurs décennies. Il a mis en avant la lutte contre le communautarisme, en insistant sur l'unité dans la diversité. Il a également réaffirmé son opposition à toute forme de discrimination, qu'elle soit sociale, économique ou politique.

Il a aussi insisté sur la nécessité de défendre la démocratie et de procéder à de véritables réformes électorales. La lutte contre la corruption et les trafics d'influence fait également partie des dix principes fondateurs, tout comme la méritocratie, la justice sociale et l'accès équitable aux soins de santé, ainsi que la protection de l'environnement, qu'il considère comme un enjeu central pour les générations futures. La question de la souveraineté nationale a également été évoquée, notamment sur les dossiers sensibles des Chagos et de Tromelin.

Bérenger a aussi évoqué la nécessité d'une solidarité active entre les peuples, dans un contexte international marqué par des déséquilibres persistants.

Une attaque frontale contre le MSM et le PTR

« Mo pa regret narien », lance Paul Bérenger. « Si MSM ti revin au pouvoir, pays ti pou fini net. Azordi nou priorité c'est barre la route MSM de Pravind Jugnauth... et le PTR de Navin Ramgoolam », a-t-il déclaré.

Ce dernier a également évoqué la nécessité de se préparer à affronter les prochaines élections, en affirmant que le pays a besoin d'un gouvernement alternatif. En effet, il a insisté sur la nécessité de construire une équipe gouvernementale alternative, en soulignant que des profils pour les postes clés, notamment celui de Premier ministre, de ministre des Finances ou encore d'Attorney

General, ont déjà été identifiés. « *Mo deza ena en tête kisanla* ».

Il a affirmé que le mouvement est ouvert à toutes les personnes souhaitant participer à cette reconstruction politique, à condition d'adhérer aux principes fondateurs.

Une structuration rapide annoncée

Paul Bérenger a annoncé la tenue d'une assemblée des délégués dans un délai de trois mois. Cette étape est présentée comme essentielle pour consolider le mouvement et formaliser sa structure

interne. Il a précisé que seuls les membres disposant d'une carte officielle de délégué seront habilités à y participer. Par ailleurs, Paul Bérenger a affirmé que le symbole du mouvement sera une étoile, tandis que les couleurs seront définies ultérieurement.

Joanna Bérenger est également intervenue pour souligner que le pays traverse une période difficile, marquée par la hausse du coût de la vie et un sentiment de dysfonctionnement de l'État. Elle a insisté sur la nécessité de restaurer l'efficacité des institutions et de rétablir la confiance entre les citoyens et le pouvoir public.



Intérim à la tête du pays : Arianne Navarre-Marie écrit une page historique

Le mercredi 6 mai restera gravé comme une journée historique. Arianne Navarre-Marie a officiellement prêté serment à la State House comme Deputy Prime Minister avant d'être appelée, quelques jours plus tard seulement, à assurer l'intérim du poste de Premier ministre dès ce dimanche. Une ascension politique rapide et hautement symbolique qui marque un tournant pour les femmes, les jeunes et la communauté chagossienne.



du temps dans des débats inutiles ou des divisions stériles », a-t-elle affirmé.

Une nomination porteuse d'espoir

Arianne Navarre-Marie considère cette nomination comme un signal fort envoyé aux femmes et aux jeunes filles du pays, notamment celles issues de milieux modestes. Elle a déclaré que Maurice venait de franchir « un plafond de verre », ouvrant ainsi de nouvelles perspectives pour une génération aspirant à accéder aux plus hautes responsabilités.

Dans son discours, elle a également remercié le Premier ministre Navin Ramgoolam pour sa confiance et son engagement. Elle a eu une pensée pour les membres du bureau politique, les parlementaires ainsi que pour son mentor politique de longue date, malgré leurs divergences actuelles.

Navin Ramgoolam évoque « un signal fort » pour le dossier Chagos

Le Premier ministre Navin Ramgoolam a lui aussi pris la parole pour saluer cette nomination qu'il qualifie d'historique. Selon lui, le parcours d'Arianne Navarre-Marie témoigne de sa détermination et de sa constance. Il a rappelé qu'elle avait été élue très jeune, à seulement 21 ans, avant de poursuivre un parcours politique marqué par l'engagement.

Mais pour lui, cette nomination possède également une portée nationale et internationale importante en raison des origines chagossiennes de la nouvelle DPM. « C'est une femme et c'est aussi une Chagossienne, ce qui est particulièrement important dans le contexte actuel », a-t-il déclaré.

Navin Ramgoolam estime que cette décision envoie un message fort dans

la bataille autour des Chagos et dans la reconnaissance de la communauté chagossienne au sein de la République de Maurice. Il a aussi rappelé l'héritage laissé par Seewoosagar Ramgoolam concernant la place des femmes dans les institutions du pays.

« Enn zour istorik »

Le ministre Rajesh Bhagwan a qualifié cette journée de « jour historique ». Il a décrit Arianne Navarre-Marie comme « enn batante » capable de gérer les situations difficiles.

Selon lui, les vrais leaders se révèlent dans les périodes de crise, et le fait qu'elle soit déjà appelée à assurer l'intérim du Premier ministre démontre

l'importance de son rôle au sein du gouvernement. Il a également évoqué la joie ressentie au sein de la population et parmi les militants après cette nomination.

Olivier Bancoult :

« Nou très fier »

Le leader du Groupe Réfugiés Chagos, Olivier Bancoult, a lui aussi salué cette nomination historique. Selon lui, voir une Chagossienne accéder au poste de Deputy Prime Minister prouve que les Chagos font pleinement partie intégrante de la République de Maurice. Il a rappelé le parcours militant d'Arianne Navarre-Marie dans la lutte chagossienne avant son ascension politique. « Nou très fier », a-t-il déclaré.

Le Premier ministre attendu au Kenya pour le sommet « Africa Forward »

Le Premier ministre Navin Ramgoolam participera les 11 et 12 mai au sommet « Africa Forward » à Nairobi, au Kenya, à la tête d'une importante délégation composée d'environ 80 représentants du secteur privé, de responsables institutionnels et d'acteurs économiques et financiers. Plusieurs cabinets de conseil, d'audit et de services juridiques seront également présents afin de promouvoir Maurice comme centre d'investissement et d'accompagnement des projets africains.

Les secteurs de la santé, des technologies numériques, de l'intelligence artificielle, de l'économie bleue et des infrastructures régionales feront aussi partie des priorités mauriciennes durant ce sommet.

Coorganisé par le Kenya et la France,

« Africa Forward » réunira plus de 2 000 participants, dont plusieurs chefs d'État africains, investisseurs, entrepreneurs et institutions internationales. Coprésidé par le président kenyan William Ruto et le président français Emmanuel Macron, le sommet abordera des thèmes stratégiques tels que l'intelligence artificielle, la transition énergétique, l'industrialisation verte, l'économie bleue et la réforme de l'architecture financière internationale.

Pour Maurice, cette rencontre représente une opportunité majeure d'élargir ses partenariats économiques et diplomatiques sur le continent africain, dans un contexte de recomposition des relations entre l'Afrique et les grandes puissances internationales.

La nouvelle DPM a également insisté sur les défis économiques auxquels Maurice doit faire face. Selon elle, le moment est venu de « retrousser les manches » et de concentrer les efforts sur les priorités nationales. « Nous ne pouvons pas nous permettre de perdre

Crise carcérale, lutte antidrogue, fiscalité : la VPM entre dans la zone rouge

À peine quelques jours après sa prestation de serment comme Deputy Prime Minister, Arianne Navarre-Marie se retrouvera déjà au cœur de l'un des exercices les plus importants à l'Assemblée nationale le mardi 12 mai, le Prime Minister's Question Time (PMQT). Appelée à assurer l'intérim au poste de Premier ministre dès ce dimanche, elle devra répondre à près d'une vingtaine de questions parlementaires adressées initialement au chef du gouvernement. Cette séance s'annonce particulière. Plusieurs dossiers sensibles sont à l'ordre du jour.



Le dossier qui devrait retenir le plus l'attention reste celui des décès récents survenus à la prison de Beau-Bassin. La députée Anabelle Savabaddy adressera une question sur la mort du détenu Jeff Axel Perrine survenue le 1er mai 2026. Elle demandera où en est l'enquête initiée par la police, quelles sont les circonstances exactes entourant ce décès et si une Judicial Enquiry a été mise sur pied.

Une autre question sensible sera adressée par la députée Daureeawoo concernant la mort du détenu Dyan Sawmy à la prison de Beau-Bassin le 5 mai dernier. Elle demandera notamment si des officiers de prison ont été suspendus dans cette affaire et si tous les éléments de preuve, y compris les images CCTV, dossiers médicaux et duty logs, ont été sécurisés.

Le dossier des prisons reviendra également dans la question de la députée Henriette Manan, qui souhaitera connaître le nombre de détenus décédés à la prison centrale depuis décembre 2025. Elle demandera combien de décès sont liés à des causes naturelles ou suspects ainsi que les mesures envisagées afin d'assurer le respect de la dignité des détenus.

Joanna Bérenger attendue sur la fiscalité

La question de Joanna Bérenger sur le Fair Share Contribution devrait également attirer l'attention durant

cette séance. Elle demandera à Arianne Navarre-Marie de dévoiler les revenus projetés sous la version initiale de cette mesure fiscale introduite dans le Budget 2025-2026, ainsi que les nouveaux montants attendus après les modifications apportées. Elle réclamera aussi des précisions sur le nombre de contribuables individuels et d'entreprises concernés par les anciennes et nouvelles versions du dispositif.

Drogue et sécurité nationale au menu

Les questions liées au trafic de drogue devraient également occuper une place

importante lors de ce PMQT. Le député Jhummun demandera combien de policiers ont été arrêtés ou suspendus depuis 2014 dans des affaires liées au trafic de drogue, combien ont été condamnés et où en sont les autres enquêtes toujours en cours. Il questionnera également le chef du gouvernement sur les effets du Free Trade Agreement signé avec la Chine en 2021.

Il demandera si Maurice bénéficie réellement de cet accord commercial, quel impact il a eu sur les producteurs locaux et combien l'État a perdu en revenus douaniers depuis l'application de la politique zéro tarif sur certaines

importations chinoises à partir du 1er mai 2026.

Le député Tony Apollon reviendra sur l'arrestation d'un passager soupçonné d'importation de drogue à l'aéroport SSR en mars dernier. Il souhaitera savoir où en est l'enquête et si les autorités françaises collaborent dans cette affaire.

La sécurité maritime sera également abordée avec une question sur les systèmes actuellement utilisés pour surveiller la zone maritime mauricienne, les stations du National Coast Guard ainsi que les moyens humains et matériels disponibles.

D'autres dossiers sensibles attendus

Le PMQT abordera aussi plusieurs dossiers économiques majeurs. Le député Beejan interrogera le gouvernement sur les opérations d'Air Mauritius entre 2014 et 2024. Il demandera des informations détaillées concernant les avions vendus, achetés ou loués, leurs coûts ainsi que les immobilisations d'appareils et leurs raisons.

Parmi les autres sujets qui seront évoqués figurent également les accidents mortels de la route et les cas de hit and run, les projets liés au Freedom of Information Bill, le Central Bank Digital Currency piloté par la Banque de Maurice, les licences de sécurité privée ainsi que plusieurs enquêtes criminelles en cours.



Fonction publique : le travail à distance peut-il vraiment tenir ses promesses ?

● Raj Pentiah : « Innover, oui... mais avec une administration plus productive et efficace »

L'introduction du work from home (WFH) dans la fonction publique, même à titre temporaire, a relancé un débat de fond : cette mesure est-elle réellement bénéfique pour l'État, les fonctionnaires et les citoyens ? Dans un contexte marqué par la flambée des prix de l'énergie et les tensions économiques, le télétravail apparaît pour certains comme une solution pragmatique. Pour d'autres, il soulève des inquiétudes sur l'efficacité du service public. Décryptage.

Mais ce débat n'est pas nouveau. Durant la période de la pandémie de COVID-19, les fonctionnaires ont déjà expérimenté le télétravail à grande échelle. « Il suffit d'observer comment ce système a été élaboré et la stratégie mise en place à l'époque pour en tirer des enseignements concrets », souligne un haut fonctionnaire. Une expérience qui constitue aujourd'hui une base précieuse pour repenser, ajuster et éventuellement institutionnaliser cette pratique.

L'un des principaux arguments en faveur du work from home reste économique. Avec des prix du carburant en hausse et une dépendance énergétique importante, limiter les déplacements quotidiens des fonctionnaires permet de réduire la consommation de carburant à l'échelle nationale.

Pour les fonctionnaires eux-mêmes, les économies sont significatives : moins de dépenses en transport, en restauration et parfois en garde d'enfants. À l'échelle de l'État, une baisse de la fréquentation des bureaux peut aussi réduire certains coûts opérationnels, notamment en électricité, en climatisation et en maintenance. Dans un contexte de crise énergétique, ces gains, même modestes, peuvent contribuer à soulager la pression économique globale.

Une amélioration du bien-être... sous conditions

Le work from home est également associé à une meilleure qualité de vie. Moins de temps passé dans les embouteillages, une meilleure conciliation entre vie professionnelle et vie personnelle, et un



environnement de travail plus flexible peuvent favoriser la motivation et la productivité.

Plusieurs fonctionnaires ayant expérimenté ce mode de travail évoquent une plus grande autonomie et une capacité accrue à se concentrer sur certaines tâches administratives nécessitant du calme.

Cependant, ces bénéfices ne sont pas universels. Tous les fonctionnaires ne disposent pas d'un environnement domestique adapté, ni d'une connexion internet stable. Le télétravail peut aussi accentuer l'isolement professionnel et brouiller les frontières entre vie privée et obligations professionnelles.

Un impact variable sur la productivité

La question de la performance reste au cœur du débat. Certaines fonctions administratives traitement de dossiers, rédaction de rapports, analyse de données se prêtent bien au télétravail et peuvent même gagner en efficacité.

En revanche, d'autres services nécessitent une présence physique indispensable : accueil du public, interventions techniques, services essentiels, ou encore certaines fonctions de supervision. C'est pourquoi les experts s'accordent à dire que le work from home ne peut être appliqué de manière uniforme. Il doit être ciblé, encadré et adapté aux réalités de chaque ministère ou dépar-

tement. L'un des risques souvent évoqués concerne la continuité du service public. Une mauvaise organisation du télétravail peut entraîner des retards, une baisse de la qualité du service ou des difficultés d'accès pour les usagers. Pour éviter ces dérives, des mécanismes de suivi rigoureux sont indispensables : objectifs clairs, outils de contrôle, reporting régulier et évaluation des performances. Sans ces garde-fous, le télétravail peut rapidement devenir contre-productif. À l'inverse, bien structuré, il peut moderniser l'administration et accélérer la digitalisation des services.

Une opportunité de transformation de l'État

Au-delà de la gestion de crise, le work from home pose la question de la mod-

ernisation de la fonction publique. Dans de nombreux pays, le télétravail est devenu un outil stratégique pour améliorer l'efficacité administrative, réduire les coûts et attirer de nouveaux talents. Certaines administrations permettent aujourd'hui jusqu'à trois jours à distance par semaine, avec des résultats jugés globalement positifs en matière de productivité et de bien-être des fonctionnaires.

Cette transition reste encore incomplète. Elle nécessite des investissements dans les infrastructures numériques, la cybersécurité, la formation des fonctionnaires et la mise en place de nouvelles méthodes de management. Le télétravail ne doit pas être perçu comme une solution ponctuelle, mais comme un levier de transformation à long terme.

Avancer prudemment sans sacrifier la performance

Le ministre Raj Pentiah a souligné que le gouvernement privilégie une approche progressive quant à la possibilité d'introduire le work from home dans la fonction publique. Chaque étape est menée en concertation avec l'ensemble des parties prenantes, afin d'assurer des décisions équilibrées et adaptées aux besoins du pays.

Tout en reconnaissant l'importance d'innover et de moderniser l'administration, il insiste sur un point essentiel : toute réforme doit améliorer la productivité et l'efficacité. Pour les autorités, il s'agit d'évoluer intelligemment, sans compromettre la qualité du service rendu aux citoyens.

DIMANCHE 10 AU 16 MAI 2026

Noyades d'enfants : jusqu'à quand tolérer le flou autour des piscines privées ?

● « Pourquoi faut-il qu'un enfant meure pour que l'on pense enfin à sécuriser une piscine ? »

La douleur est encore vive. En quelques jours à peine, deux drames ont bouleversé des familles mauriciennes et plongé des communautés entières dans l'émotion. À Moka, dans le quartier résidentiel de Telfair, un enfant de 4 ans a perdu la vie après être tombé dans une piscine privée. Quelques jours plus tard, à Tamarin, un autre enfant, âgé de seulement 2 ans, a connu un sort similaire. Deux tragédies distinctes. Mais un même scénario. Et une question qui dérange : comment ces drames continuent-ils de se produire ?



Un drame qui se joue en silence

À Moka, tout s'est joué en quelques minutes. Selon la déposition de la mère, elle se trouvait à l'intérieur de la maison avec la domestique, occupée à préparer certaines affaires. Toutes deux pensaient que l'enfant jouait tranquillement dans la cour. Puis, le silence.

Un silence anormal, presque lourd. L'enfant ne répond plus. L'inquiétude s'installe. Les recherches commencent dans la maison... jusqu'à la découverte insoutenable : le petit garçon flotte dans la piscine. Un voisin intervient rapidement pour le sortir de l'eau. Mais malgré les efforts, il est trop tard. Le père, à l'étranger au moment des faits, apprend la nouvelle à distance. Une enquête est en cours.

Des familles marquées à vie

Derrière ces drames, il y a des vies brisées. Le deuil d'un enfant est une épreuve que rien ne peut réellement apaiser. Le psychologue Jimmy Schuffer explique : « La perte d'un enfant est un traumatisme profond. Même sans faute directe, les parents vivent souvent avec une culpabilité permanente. »

Le processus est long, souvent douloureux. Il passe par plusieurs étapes : le choc, le déni, la colère, puis une forme d'acceptation, qui n'efface jamais la souffrance. « Ce qui est essentiel, c'est l'accompagnement », poursuit-il. « Le soutien psychologique, l'entourage, la parole... Les parents doivent pouvoir ex-

primer leur douleur sans être jugés. »

Dans certains cas, des groupes de parole ou des suivis thérapeutiques permettent d'éviter l'isolement. Car après un tel drame, le silence peut devenir un ennemi. Chaque instant devient une question. Chaque souvenir, une douleur.

Une noyade ne fait pas de bruit

C'est l'un des aspects les plus méconnus : une noyade est silencieuse. Elle ne ressemble pas aux scènes agitées que l'on voit dans les films.

Le maître-nageur et sauveteur Satiam Beeharry, fort de plusieurs années d'expérience sur les plages et piscines de l'île, confirme : « Une noyade, ça ne crie pas. L'enfant ne se débat pas comme on l'imagine. Il s'enfonce, il panique, mais il n'a pas le temps ni l'énergie de faire du bruit. »

En moins d'une minute, tout peut basculer. » Il insiste sur un point crucial : « Beaucoup de parents pensent qu'ils vont entendre ou voir quelque chose. Mais souvent, il n'y a aucun signe visible. C'est ça le danger. »

Piscines privées : un danger sous-estimé

À Maurice, les piscines privées se multiplient. Villas, résidences modernes, locations saisonnières... elles font

désormais partie du paysage. Mais cette banalisation masque un risque réel. Dans de nombreux cas, ces piscines ne disposent d'aucune protection : pas de barrière, pas de portail sécurisé, pas d'alarme.

Satiam Beeharry maître-nageur alerte : « Une piscine non sécurisée, c'est un danger permanent pour un enfant. Ce n'est pas une question de "si", mais de "quand". Il suffit d'un moment d'inattention. »

Il n'existe pas de loi spécifique imposant des dispositifs de sécurité pour les piscines privées. Les textes comme la Children's Act 2020 et la Child Protection Act reposent sur la notion de négligence et le devoir de vigilance. Mais

dans la pratique, ces lois interviennent souvent après le drame.

Entre responsabilité et vide juridique

À chaque noyade, une enquête est ouverte. Les autorités examinent les circonstances : accès libre à la piscine, absence de surveillance, manque d'équipements.

Si une négligence est établie, des poursuites peuvent être engagées. Mais pour le maître-nageur Beeharry, cela ne suffit pas : « On réagit toujours après un drame. Mais la vraie question, c'est : pourquoi attendre qu'un enfant meure pour sécuriser une piscine ? »

Prévenir pour éviter l'irréparable

Face à ces tragédies, les spécialistes sont unanimes : la prévention est la seule solution. Barrières, portails verrouillés, alarmes, couvertures... ces dispositifs peuvent faire la différence.

Le sauveteur conclut avec gravité : « Surveiller un enfant, ce n'est pas regarder de loin. C'est être présent, attentif, sans distraction. Une seconde d'inattention peut coûter une vie. »

Aujourd'hui, de plus en plus de voix s'élèvent pour réclamer une législation plus stricte à Maurice. Car une évidence s'impose : la sécurité des enfants ne devrait jamais dépendre du hasard.

Laitues ravagées : les autorités appellent à une mobilisation urgente contre le champignon Fol

Dans plusieurs régions de l'Est, la filière maraîchère traverse une zone de fortes turbulences. Des centaines d'arpents de laitues ont été sévèrement touchés en l'espace de quelques semaines, laissant des planteurs désemparés face à des pertes financières importantes. Au cœur des inquiétudes : le champignon Fol, suspecté d'être à l'origine de cette dégradation rapide des cultures.

Sur le terrain, les témoignages convergent. Des laitues qui semblaient saines au départ commencent soudainement à jaunir, puis à se flétrir avant même d'atteindre leur maturité. En quelques jours, les plants deviennent impropres à la vente, forçant les agriculteurs à arracher et jeter des récoltes entières.

« Tout allait bien au début. Puis, du jour au lendemain, les feuilles ont jauni et les plants ont dépéri. On n'a rien pu faire », confie un planteur de la région de l'est, visiblement découragé.

Selon plusieurs sources agricoles, le champignon Fol connu pour attaquer le système racinaire de certaines variétés de laitues, notamment la Tourbillon pourrait être responsable de cette situation. Ce pathogène fongique provoque un blocage de l'absorption de l'eau et des nutriments, entraînant un affaiblissement rapide de la plante.

Les autorités appellent à une mobilisation urgente

Face à la propagation de la maladie, les autorités agricoles et les spécialistes du secteur lancent un appel à la vigilance. Des documents de sensibilisation circulent actuellement auprès des planteurs afin de mieux identifier les symptômes et adopter les bons réflexes.

Parmi les premières mesures recommandées figure le contrôle rigoureux des jeunes plants en pépinière. L'objectif est de détecter toute contamination en amont, avant même la mise en terre. Les experts insistent également sur l'importance d'utiliser uniquement des semences certifiées et du matériel de plantation sain.

Autre point crucial : l'hygiène des parcelles. Les planteurs sont appelés



à retirer immédiatement les plants contaminés et à les détruire afin de limiter la propagation du champignon. Le nettoyage régulier des outils, des bottes et des équipements agricoles est également fortement conseillé.

Des pertes lourdes pour les producteurs Dans les zones les plus touchées, les pertes sont déjà conséquentes. Certains agriculteurs parlent de récoltes quasiment anéanties, alors même que les coûts de production semences, fertilisants, irrigation ont augmenté ces derniers mois.

Pour de nombreux petits planteurs, la laitue représente une source de revenus essentielle, avec des cycles de production rapides. La destruction des cultures signifie donc un manque à gagner

immédiat et difficile à compenser.

Une situation qui ne serait pas généralisée

Toutefois, tous les planteurs ne sont pas affectés de la même manière. Sudesh Khedun, planteur dans le Nord et membre de l'Association des Planteurs, estime que le phénomène reste pour l'instant localisé.

« Dans certaines régions, notamment dans le Nord, la production continue normalement. Cela montre que le problème pourrait être lié à des conditions spécifiques dans certaines zones », explique-t-il. Selon lui, plusieurs facteurs pourraient entrer en jeu, notamment la qualité du sol, le drainage ou encore les conditions climatiques.

Le sol et l'eau dans le viseur

Parmi les hypothèses avancées, celle d'un déséquilibre du sol revient fréquemment. Une terre trop compacte, mal drainée ou chargée en sels minéraux pourrait favoriser le développement de maladies.

Certains planteurs évoquent également la qualité de l'eau d'irrigation. Dans certaines zones de l'Est, la présence de salinité pourrait altérer progressivement les sols et affaiblir les cultures, les rendant plus vulnérables aux attaques fongiques. « Il faut peut-être assainir les terres, les 'laver' en quelque sorte, pour éliminer les éléments nocifs », suggère un agriculteur.

Face à l'incertitude, les planteurs réclament des analyses scientifiques rapides afin d'identifier clairement l'origine du problème. Des tests sur les sols, l'eau et les plants pourraient permettre de confirmer la présence du champignon Fol et d'adapter les stratégies de lutte.



Par ailleurs, plusieurs voix s'élèvent pour demander un accompagnement technique renforcé de la part des autorités. Les agriculteurs souhaitent bénéficier de conseils pratiques, de formations et, éventuellement, d'un soutien financier pour faire face aux pertes.

Une hausse des prix déjà visible

Sur les marchés, les conséquences commencent à se faire sentir. La raréfaction de l'offre entraîne une hausse progressive des prix. Dans le centre, une laitue se vend actuellement entre Rs 40 et Rs 50, tandis que dans certaines régions du Nord, les prix peuvent grimper jusqu'à Rs 70 l'unité. Si la situation persiste, cette tendance pourrait s'accroître dans les semaines à venir, impactant directement les consommateurs.



DIMANCHE 10 AU 16 MAI 2026

Crise ouverte au MGI : démissions en cascade, intervention politique décisive

Une importante crise administrative secoue le Mahatma Gandhi Institute (MGI), où une vague de démissions parmi les cadres supérieurs a mis en lumière de graves dysfonctionnements. La situation a toutefois connu un revirement après l'intervention du ministre Mahen Gungapersad, qui a conduit à la réintégration des responsables concernés.



Depuis le lundi 27 avril, pas moins de 25 chefs de département du tertiaire ont officiellement soumis leur lettre de démission. Selon l'Association du personnel senior du MGI, cette décision collective est la conséquence directe d'un climat de frustration accumulée depuis plusieurs mois.

Le président de l'association, Roshan Boodnah, affirme que cette crise est liée à l'absence du Conseil d'administration. Depuis les dernières élections, soit depuis environ 18 mois, le MGI fonctionnerait sans Directeur général, sans président du conseil (Chairman) et ainsi sans Board opérationnel.

Cette situation aurait entraîné une paralysie progressive de la gestion administrative et financière de l'institution. « Depuis 18 mois, il n'y a pas de board. C'est inacceptable », déplore Roshan Boodnah.

Il affirme que l'absence du Conseil d'administration a bloqué plusieurs mécanismes essentiels. « Pas de Finance Committee, pas de Recruitment Committee,

ni de Staff Committee et surtout aucune validation pour les promotions internes », déplore-t-il.

Promotions gelées et frustrations du personnel

« Les conséquences sur le personnel sont importantes. Les recrutements ont été suspendus, les promotions gelées et plusieurs employés proches de la retraite ne pourront même pas bénéficier des avancements attendus », ajoute-t-il.

En effet, le personnel concerné affirme que leurs allocations n'ont pas été versées depuis plus de 18 mois. Et c'est ce retard qui aurait été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, alimentant un sentiment de frustration généralisé au sein des départements concernés.

Face à la démission collective, l'in-

tervention rapide du ministre Mahen Gungapersad, le 6 mai, aurait permis de désamorcer la crise. Selon nos informations, le ministre est intervenu directement.

À la suite de cette intervention, une décision a été prise de rétablir les allocations financières, estimées à environ Rs 1 500 pour les membres concernés. Cette mesure a également conduit à un retour en arrière sur les démissions, avec la réintégration des chefs de département.

Une crise loin d'être résolue

Malgré ce revirement, les tensions demeurent au sein de l'institution. Roshan Boodnah estime que la situation reste fragile tant que le Board du MGI n'est pas entièrement rétabli.

« Le problème de fond n'est pas réglé. Il n'y a toujours pas de board. Il n'y a qu'une Acting Deputy Permanent Secretary qui agit comme Officer-in-Charge et elle est rarement présente », regrette Roshan Boodnah.

« Donc pour nous, la bataille continue. Le MGI ne peut fonctionner efficacement sans un conseil d'administration pleinement opérationnel ». Selon lui, cette instabilité empêche toute planification à long terme. Aucun nouveau projet ne serait lancé et les recrutements sont suspendus, freinant le développement de l'institution.

Même si les démissions ont été retirées après l'intervention ministérielle, la crise de gouvernance demeure au cœur des préoccupations, laissant planer une incertitude sur l'avenir du MGI.

Téléphone au volant : sanctions renforcées et permis à points durci

L'usage du téléphone portable au volant sera bientôt sanctionné plus sévèrement. Le ministère du Transport a engagé des démarches pour revoir la réglementation en vigueur, avec pour objectif d'alourdir les pénalités infligées aux conducteurs fautifs. Une demande formelle sera adressée à l'Attorney General afin d'apporter les amendements nécessaires aux textes légaux.

Actuellement, cette infraction en-

traîne une perte de 3 à 6 points sur le permis de conduire, en fonction de sa gravité. Avec les changements envisagés, cette fourchette sera revue à la hausse et pourrait atteindre entre 5 et 10 points. La mesure a déjà obtenu l'aval du Conseil des ministres, marquant ainsi une volonté claire des autorités de durcir le ton face à ce comportement jugé à haut risque.

Selon le gouvernement, cette décision s'inscrit dans une politique plus large

de sécurité routière. Les autorités mettent en avant les résultats encourageants enregistrés depuis l'introduction du permis à points, qui aurait contribué à une diminution notable du nombre d'accidents de la route. Le renforcement des sanctions vise donc à consolider cette tendance et à dissuader davantage les conducteurs imprudents.

Le ministre du Transport, Osman Mahomed, insiste sur la gravité de la

situation. Il souligne que l'utilisation du téléphone au volant demeure l'un des principaux facteurs de distraction sur les routes. Selon lui, ce comportement représente un danger réel, non seulement pour les conducteurs eux-mêmes, mais aussi pour les autres usagers de la route.

Avec ce durcissement annoncé, les autorités espèrent envoyer un signal fort et responsabiliser davantage les automobilistes face aux risques liés à l'inattention au volant

DIMANCHE 10 AU 16 MAI 2026

8,1 millions de repas sauvés : l'urgence d'agir contre le gaspillage alimentaire

Face à l'ampleur du gaspillage alimentaire et à la persistance de l'insécurité alimentaire, FoodWise relance le débat sur la mise en place d'une incitation fiscale destinée à encourager le don des surplus alimentaires. À travers le Pact on Food Tax Relief, signé par 24 acteurs du secteur agroalimentaire, l'organisation appelle à une réforme structurelle dans le cadre du budget 2026-2027 afin de transformer les excédents alimentaires en véritable levier de solidarité nationale.



Une urgence sociale qui ne peut plus attendre

Aisha Allee, présidente du conseil d'administration de FoodWise, rappelle que le gaspillage alimentaire s'inscrit dans une réalité sociale préoccupante. Dans certaines régions du sud, notamment de Mahébourg à La Gaulette, environ 22 000 personnes vivent en situation d'insécurité alimentaire.

Dans ces foyers, l'alimentation représente en moyenne 41 % du budget, tandis qu'une personne sur deux déclare rencontrer des difficultés à subvenir à ses besoins essentiels. « Les chiffres ne sont pas seulement alarmants, ils sont profondément bouleversants », affirme-t-elle, soulignant le paradoxe entre un gaspillage massif et une précarité alimentaire persistante.

Au-delà de la dimension sociale, Aisha Allee insiste sur les conséquences environnementales du gaspillage alimentaire. Près de 27 % des déchets enfouis à Mare Chicose proviennent de denrées alimentaires. Leur décomposition génère du méthane, un gaz à effet de serre particulièrement puissant. « Le gaspillage alimentaire est aussi une question environnementale urgente », souligne-t-elle, appelant à une prise de conscience collective et à des actions concrètes.

Une dépendance alimentaire à risque

La dirigeante met également en avant la dépendance du pays aux importations alimentaires, qui expose l'économie aux crises internationales et aux perturbations des chaînes d'approvisionnement. Dans ce contexte, mieux



valoriser les surplus alimentaires apparaît comme une nécessité stratégique. « Ce n'est plus seulement souhaitable, c'est indispensable », insiste-t-elle.

Le Pact on Food Tax Relief propose un mécanisme d'incitation fiscale destiné à encourager les entreprises à donner leurs surplus alimentaires plutôt qu'à les jeter. L'initiative s'inspire de dispositifs déjà adoptés dans plusieurs pays, notamment en France, au Royaume-Uni et aux États-Unis. En France, la loi Garot a permis une augmentation de 28 % des dons alimentaires en deux ans.

Actuellement, les entreprises sont déjà engagées dans cette dynamique. En une année, 130 entreprises ont permis de redistribuer pour 50 millions de roupies de denrées alimentaires à plus de 105 ONG.

Selon FoodWise, une réforme fiscale pourrait permettre la redistribution de jusqu'à 3 millions de repas supplémen-

taires par an.

« Les entreprises sont prêtes, les ONG sont prêtes, les besoins sont réels », souligne Aisha Allee. Depuis sa création en 2018, FoodWise affirme avoir redistribué plus de 8,1 millions de repas à travers l'île, en collaboration avec des ONG partenaires. « Le problème n'est pas l'absence de nourriture. Le problème, c'est qu'une partie de cette nourriture n'arrive jamais jusqu'à ceux qui en ont besoin », rappelle-t-elle.

Un appel clair aux décideurs

Avec plus de 146 000 tonnes de nourriture gaspillées chaque année et plus de 100 000 personnes vivant sous le seuil de pauvreté, FoodWise estime que l'enjeu dépasse largement le cadre associatif. « Nous avons la taille pour agir vite, les acteurs pour agir efficacement et les chiffres pour convaincre », lance Lotilde Charpy, General Manager de FoodWise. « Il ne manque qu'une chose : la volonté politique de franchir le pas. »

Un fléau mondial

Chaque jour, plus d'un milliard de repas sont gaspillés dans le monde, selon l'ONU.

L'indice 2024 sur le gaspillage alimentaire du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) souligne que ce phénomène continue de nuire à l'économie mondiale et d'alimenter le changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution. « Le gaspillage alimentaire est une tragédie mondiale. Des millions de personnes souffriront de la faim aujourd'hui, car la nourriture est

gaspillée à l'échelle planétaire », a déclaré la directrice exécutive du PNUE, Inger Andersen.

En 2022, 1,05 milliard de tonnes de déchets alimentaires ont été générés (y compris les parties non comestibles), soit 132 kilogrammes par habitant et près d'un cinquième de tous les aliments disponibles pour les consommateurs. Sur l'ensemble des aliments gaspillés en 2022, 60 % l'ont été au niveau des ménages, 28 % dans les services alimentaires et 12 % dans le commerce de détail.

Radiothérapie à l'Hôpital Victoria : fermeture d'urgence, et enquête ouverte sur de graves manquements

Le service de radiothérapie de l'Hôpital Victoria est actuellement à l'arrêt, après une décision ferme de la Radiation Safety and Nuclear Authority (RSNA) d'émettre un prohibition order avec effet immédiat. Cette mesure radicale fait suite à un rapport d'inspection mettant en lumière des risques jugés importants pour la santé des patients, du personnel soignant et de l'environnement, en raison de dispositifs de sécurité insuffisants dans la gestion des traitements radioactifs.

Au cœur des préoccupations : la vétusté des équipements. Selon des sources proches du ministère de la Santé, les machines utilisées au sein de cette unité auraient largement dépassé leur durée de vie recommandée. « *Ce sont des équipements qui ont fait leur temps. Ils ne répondent plus aux standards modernes de sécurité et de précision exigés en radiothérapie* », confie un haut cadre sous couvert d'anonymat. Une situation préoccupante, d'autant plus que la radiothérapie repose sur des doses extrêmement précises de rayonnements pour cibler les cellules cancéreuses sans endommager les tissus sains.

Les risques évoqués dans le rapport ne sont pas anodins. Des équipements obsolètes peuvent entraîner des erreurs de dosage, exposant les patients soit à



une irradiation insuffisante réduisant l'efficacité du traitement soit à une surexposition, pouvant provoquer des effets secondaires graves, voire irréversibles. À cela s'ajoutent des défaillances possibles dans les systèmes de protection radiologique, augmentant le danger pour les techniciens, les médecins et même l'environnement immédiat de l'hôpital.

Face à ces constats, une enquête a été ouverte afin de déterminer l'étendue des manquements et établir les responsabilités. Les autorités compétentes devront notamment examiner si des

alertes internes avaient été émises auparavant et, le cas échéant, pourquoi elles n'ont pas été suivies d'effet. La question de la maintenance des équipements et du respect des protocoles de sécurité sera également au centre des investigations.

Cette situation soulève par ailleurs des interrogations plus larges sur la gestion des infrastructures de santé publique.

Comment une unité aussi sensible a-t-elle pu continuer à fonctionner malgré des équipements jugés dépassés ? Pourquoi ces problèmes semblent-ils s'inscrire dans la durée, sans intervention

corrective majeure ? Pour certains observateurs, il s'agit d'un symptôme d'un manque d'investissement chronique dans certains services spécialisés.

Dans l'immédiat, tous les patients nécessitant une radiothérapie ont été redirigés vers le National Cancer Centre, où les traitements se poursuivent dans des conditions conformes aux normes en vigueur. Si cette mesure permet d'assurer une continuité des soins, elle engendre toutefois des contraintes logistiques pour les patients et leurs familles, notamment en termes de déplacements et de délais.

Affaire électorale n°8 : le Parti travailliste désamorce le volet financier du litige

Le dossier électoral de la circonscription n°8, Moka/Quartier-Militaire, connaît un nouveau développement. Le Parti travailliste a finalement décidé de prendre en charge les frais de justice réclamés après la contestation des élections générales de 2019.

Après le rejet de l'appel de Suren Dayal par le Judicial Committee of the Privy Council en 2023, les anciens

élus Pravind Jugnauth, Leela Devi Dookun-Luchoomun et Yogida Sawmynaden avaient engagé une procédure devant la Cour suprême afin de sécuriser le recouvrement de £94 914,22, soit environ Rs 4,5 millions.

Cette démarche visait notamment l'inscription d'une hypothèque judiciaire sur plusieurs biens attribués à Suren

Dayal. L'objectif était de garantir le paiement des frais de justice découlant de cette longue bataille électorale, qui avait débuté après la pétition contestant les résultats dans cette circonscription.

Mais le dossier a pris une autre tournure. Le Parti travailliste a choisi d'assumer ces frais, évitant ainsi que le recouvrement ne se fasse directement

sur les biens de Suren Dayal. Cette décision met donc fin, sauf nouveau rebondissement, à la perspective d'une charge personnelle pesant sur l'ancien candidat rouge.

L'affaire sera appelée devant la Cour suprême le 11 mai 2026, où ce développement devrait être formellement pris en considération.

DIMANCHE 10 AU 16 MAI 2026

Météo : Un hiver plus chaud et sec attendu à Maurice et Rodrigues

Un hiver légèrement plus sec mais plus chaud que d'habitude se profile pour Maurice et Rodrigues. Selon les dernières prévisions saisonnières, les conditions climatiques devraient être marquées par un déficit pluviométrique, des températures élevées et des épisodes de vents soutenus, avec en toile de fond un risque accru d'événements extrêmes.

L'hiver austral 2026, qui s'étend du 1er mai au 31 octobre, ne devrait pas s'installer immédiatement. Les premières tendances indiquent un léger retard dans l'arrivée des conditions hivernales, qui devraient véritablement se mettre en place vers la fin du mois de mai. Selon, le Dr Prithviraj Booneeady, Acting Director des Services Météorologique de Vacoas, cette transition tardive s'explique par l'évolution des paramètres climatiques régionaux, notamment les interactions entre les systèmes atmosphériques et océaniques dans le sud-ouest de l'océan Indien.

« Traditionnellement, l'hiver dans les Mascareignes est influencé par les alizés issus des anticyclones circulant au sud de la région. Ces vents apportent un temps plus frais et souvent venteux, particulièrement entre juin et septembre. », explique-t-il.

535 mm de pluie

Du côté des précipitations, il indique que les prévisions annoncent un hiver relativement sec pour Maurice. « Le cumul pluviométrique devrait atteindre environ 535 mm, soit 80 % de la moyenne à long terme. Les régions les plus arrosées



Dr Prithviraj Booneeady

resteront le plateau central, l'Est et le Sud, comme c'est généralement le cas durant cette saison. », ajoute-t-il.

À Rodrigues, la situation apparaît plus stable. Les cumuls de pluie devraient avoisiner les 440 mm, représentant environ 90 % de la normale saisonnière. Cette légère différence entre les deux îles souligne la variabilité climatique au sein même de l'archipel.

Températures au-dessus des normales saisonnières

Autre élément marquant de cet hiver 2026 : des températures globalement plus élevées que la normale. À Maurice, les températures diurnes devraient osciller entre 22 °C sur le plateau central et près de 29 °C sur les zones côtières. La nuit, le mercure pourrait descendre autour de 16 à 20 °C selon les régions.

Rodrigues ne sera pas en reste, avec des températures également supérieures aux moyennes habituelles. Les maxi-

males devraient atteindre environ 25 °C sur les hauteurs et 28 °C sur le littoral, tandis que les minimales varieront entre 18 °C et 20 °C.

Cependant, des variations ponctuelles sont à prévoir. Lors du passage de puissants anticyclones, les températures diurnes pourraient chuter temporairement de 2 °C ou plus en dessous des normales. De plus, lors de nuits dégagées et sans vent, certaines localités de Maurice pourraient enregistrer des températures minimales avoisinant les 11 °C, contre environ 13 °C sur les hauteurs de Rodrigues.

Des vents pouvant dépasser 90 km/h

Les conditions de vent devraient être modérées à soutenues durant toute la saison. Les alizés souffleront principalement de l'est-sud-est, avec des vitesses comprises entre 20 et 30 km/h. Toutefois, durant les mois de juillet et

août, des épisodes de vents plus intenses sont attendus.

Sous l'effet de forts gradients de pression liés aux anticyclones circulant au sud des Mascareignes, les rafales pourraient dépasser les 90 km/h dans les zones exposées. Ces conditions nécessiteront une vigilance particulière, notamment pour les activités en mer et les infrastructures sensibles.

Houles et risques d'inondation côtière

L'état de la mer constituera également un facteur clé de cet hiver. Des houles importantes, générées par des dépressions extratropicales et des systèmes anticycloniques puissants, pourraient affecter les côtes sud et ouest des deux îles.

Ces vagues de forte énergie risquent d'entraîner des phénomènes de submersion temporaire dans les zones côtières basses. Les autorités et les habitants devront donc se préparer à d'éventuels épisodes d'inondation liés aux marées et aux houles cycliques.

Une tendance globale vers des événements extrêmes

Au-delà des tendances saisonnières, cet hiver 2026 s'inscrit dans un contexte climatique global préoccupant. Les observations récentes indiquent une augmentation de la fréquence et de l'intensité des événements météorologiques extrêmes à l'échelle mondiale.

Ainsi, Maurice et Rodrigues pourraient connaître des épisodes ponctuels de fortes pluies, des variations marquées de température, des vents violents et des conditions maritimes dangereuses. Ces phénomènes, bien que temporaires, pourraient avoir des impacts significatifs sur les secteurs économiques et les infrastructures.



Révolution foncière : l'État digitalise entièrement la gestion des terres agricoles

Alors que les terres agricoles deviennent un enjeu stratégique majeur et que l'exigence de transparence s'impose dans le débat public, le ministère de l'Agro-industrie, de la Sécurité alimentaire, de l'Économie bleue et de la Pêche lance un projet structurant : la mise en place d'un système numérique intégré de gestion du foncier agricole. Derrière cette initiative, un objectif clair : moderniser en profondeur un appareil administratif encore largement fragmenté, tout en posant les bases d'une gouvernance foncière plus efficace, traçable et accessible.

Ce futur Digital Land Management System (DLMS) ne se limite pas à une simple numérisation des dossiers existants. Il ambitionne de transformer la manière dont les terres agricoles sont attribuées, suivies et valorisées. Aujourd'hui, les données sont dispersées entre différents formats Microsoft Access, Excel, fichiers spatiaux tels que les ESRI Shapefiles ou DXF et utilisées par plusieurs unités à des fins distinctes. Cette fragmentation engendre des inefficacités, des risques d'erreurs et une opacité qui freine la prise de décision.

Le DLMS propose une véritable rupture : centraliser l'information, la rendre dynamique et exploitable en temps réel. Grâce à des tableaux de bord interactifs et des cartes numériques intégrées, les décideurs pourront visualiser instantanément l'état des terres agricoles, leur occupation, leur statut juridique ou encore les demandes en cours. Ce passage à une gestion fondée sur la donnée constitue un levier stratégique pour anticiper les besoins, optimiser l'allocation des ressources foncières et renforcer la sécurité alimentaire du pays.

Une expérience citoyenne simplifiée et transparente

Mais au-delà de l'administration, c'est aussi l'expérience des usagers qui est repensée. Le système sera accessible via un simple navigateur web, sans installation spécifique, et compatible avec les appareils mobiles. Cette accessibilité ouvre la voie à une interaction directe entre le public et l'administration. Concrètement, tout citoyen pourra



consulter une carte GIS publique, filtrer les terrains disponibles selon différents critères propriétaires fonciers comme MSIRI ou Rose Belle Sugar Estate, type de culture ou localisation et soumettre une demande en ligne pour une parcelle donnée.

Ce processus, aujourd'hui souvent perçu comme opaque et bureaucratique, sera entièrement digitalisé. L'utilisateur pourra remplir ses informations, joindre les documents requis automatiquement vérifiés contre les menaces informatiques et suivre en temps réel l'évolution de sa demande. Les notifications, qu'elles soient positives ou négatives, seront automatisées, contribuant à une meilleure communication et à une réduction des délais de traitement.

Traçabilité, conformité et automatisation au cœur du système

Au cœur de cette transformation se trouve également une exigence forte en matière de traçabilité et de conformité légale. Le système intégrera des fonctionnalités avancées de gestion documentaire et de gestion de cas. Chaque document, chaque décision, chaque mouvement au sein d'un dossier sera enregistré, archivé et accessible selon

des protocoles stricts. Cette architecture garantit non seulement l'intégrité des données, mais aussi leur admissibilité en tant que preuve dans un cadre judiciaire si nécessaire.

Autre innovation majeure : l'intégration d'un module de workflow intelligent. Chaque demande suivra un circuit prédéfini, passant entre les différentes unités et agents du ministère selon des règles configurables. Cette automatisation permettra d'éliminer les goulets d'étranglement administratifs, d'assurer une meilleure coordination interne et de responsabiliser chaque acteur dans le traitement des dossiers. Le système pourra même regrouper plusieurs demandes concernant une même parcelle en un seul « cas », facilitant ainsi une analyse comparative et une prise de décision plus cohérente.

Un défi technique et humain pour une réforme structurelle

Cependant, la réussite d'un tel projet repose sur un défi technique de taille : la migration et la synchronisation des données existantes. Le ministère dispose déjà d'une base de données riche, incluant des informations spatiales précises sur les parcelles agricoles, identifiées par des attributs uniques comme Field_ID ou Crop_Type. Ces

données, actuellement stockées dans des formats variés, devront être intégrées dans le nouveau système sans perte d'information ni altération de leur structure.

Plus encore, une synchronisation dynamique devra être mise en place avec les systèmes existants, notamment ceux basés sur Microsoft Access. Ainsi, toute modification ou ajout dans les bases actuelles devra se refléter automatiquement dans le DLMS. Cette interopérabilité est essentielle pour garantir la cohérence des données et éviter la création de silos numériques.

À cela s'ajoute l'intégration de données historiques, notamment les quelque 2 000 enregistrements relatifs aux baux déjà accordés, actuellement disponibles sous format Excel. Leur incorporation dans le système permettra d'offrir une vision complète et consolidée de l'utilisation des terres agricoles à Maurice.

Sur le plan infrastructurel, le projet s'appuiera sur les capacités existantes du Government Online Centre (GOC) et du G-Cloud, garantissant un hébergement sécurisé et conforme aux standards gouvernementaux. Cette approche permet de réduire les coûts liés à l'acquisition de serveurs tout en assurant robustesse et résilience du système.

Maurice en première ligne pour préparer les aéroports africains aux dérèglements climatiques

Face à l'urgence climatique et à ses répercussions croissantes sur les infrastructures critiques, Maurice se positionne comme un acteur engagé dans la transition du secteur aérien. Du 4 au 7 mai 2026, quelque 25 professionnels de l'aviation issus de neuf aéroports d'Afrique et de la région de l'océan Indien ont pris part à une formation stratégique intitulée « Building Climate Resilient Airports: Climate Change Risk and Adaptation ». Cette initiative, organisée par Airports of Mauritius Co Ltd (AML) en collaboration avec Airports Council International (ACI) Africa, s'est tenue à l'Aéroport international Sir Seewoosagur Ramgoolam.

Former pour anticiper

L'objectif de cette formation était clair : doter les participants d'outils concrets pour mieux comprendre les risques climatiques propres à leurs infrastructures, réaliser des évaluations rigoureuses des impacts, et concevoir des stratégies d'adaptation efficaces. Dans un contexte où les aéroports sont de plus en plus exposés à des phénomènes extrêmes tels que la montée du niveau



de la mer, les pluies torrentielles ou encore les vagues de chaleur, cette montée en compétence apparaît comme un impératif.

La cérémonie de remise des certificats s'est tenue au Airport Receptorium en présence du ministre de l'Environnement, Rajesh Anand Bhagwan, et du CEO d'AML, Lormus Bundhoo, entourés de plusieurs personnalités du secteur. Dans son allocution, le ministre a rappelé que l'aviation représente environ 2,5 % des émissions mondiales de CO₂, avec une large majorité issue des vols long-courriers. En 2023, ces émissions ont atteint près de 950 millions de tonnes, marquant un retour à plus de 90 % des niveaux d'avant la pandémie.

Malgré ces chiffres préoccupants, le ministre a salué les progrès du secteur, notamment la réduction significative des émissions par passager-kilomètre, divisées par cinq depuis 1960. Toutefois, il a insisté sur la nécessité d'accélérer cette transition à travers le développement de carburants durables, l'amélioration des performances des avions et l'optimisation des opérations.

Un enjeu vital pour les économies insulaires

Pour Maurice, dont l'économie repose fortement sur le tourisme, la connectivité aérienne est à la fois vitale et paradoxale. Elle constitue un moteur

économique, tout en contribuant à l'empreinte carbone nationale. C'est dans cette optique que cette formation s'inscrit dans le cadre du Plan national d'adaptation, visant à identifier les vulnérabilités, orienter les investissements et structurer des projets concrets et finançables.

Le ministre a également exprimé sa reconnaissance envers les acteurs du secteur pour leur contribution à la troisième Contribution déterminée au niveau national (NDC 3.0), soumise en septembre 2025. Il a lancé un appel à leur mobilisation pour les prochaines étapes, notamment la préparation de la Quatrième communication nationale et du Deuxième rapport biennal de transparence.

De son côté, le CEO d'AML a souligné que pour les petits États insulaires comme Maurice, bâtir des aéroports résilients n'est plus une option, mais une nécessité pour assurer leur survie et leur prospérité. Il a mis en lumière les menaces croissantes que le changement climatique fait peser sur les infrastructures aéroportuaires, allant des tempêtes aux perturbations opérationnelles.

Lormus Bundhoo a également insisté sur le fait que la durabilité est désormais un levier de compétitivité. Dans cette perspective, l'Aéroport international Sir Seewoosagur Ramgoolam s'engage dans une transformation profonde de ses opérations, intégrant des initiatives en matière de gestion des déchets, de réduction des émissions de carbone, de recyclage de l'eau et d'efficacité énergétique.

Eid-UL-Adha 2026 : le prix du bétail importé fixé à Rs 186/kg

Le conseil des ministres a donné son feu vert à la fixation du prix de vente au détail du bétail vivant importé dans le cadre de l'Eid-UL-Adha 2026 à Rs 186 le kilo. Ce tarif entrera en vigueur à partir du 9 mai 2026 et restera applicable jusqu'à dix jours après la fête religieuse.

Cette décision fait suite aux travaux d'un comité interministériel mis en place spécialement pour encadrer l'organisation de l'Eid-UL-Adha. Placé sous la présidence du ministre du Logement et des Terres, ce comité a tenu plusieurs réunions réunissant des représentants du ministère de l'Agro-industrie, du ministère du Commerce et de la Protection des consommateurs



ainsi que les différents acteurs du secteur.

Au cours de ces consultations, plusieurs paramètres liés aux coûts d'importation du bétail ont été passés au crible.

Parmi les éléments examinés figurent les structures tarifaires, les factures, les preuves de paiement, les frais d'acheminement, les coûts liés à l'alimentation animale ainsi que les dépenses opérationnelles.

Les autorités ont également mené un exercice approfondi de vérification et de recoupement des données soumises, afin de s'assurer de leur cohérence et de leur fiabilité. L'objectif était de déterminer un prix de vente jugé à la fois équilibré pour les consommateurs et viable pour les importateurs.

À l'issue de ces analyses, le gouvernement a officiellement arrêté le prix du bétail importé destiné à l'Eid-UL-Adha 2026 à Rs 186/kg. Le ministère du Commerce et de la Protection des consommateurs devrait, dans les prochains jours, publier les règlements nécessaires afin de rendre cette mesure pleinement applicable.

DIMANCHE 10 AU 16 MAI 2026

Économie bleue : Alba Fishing propulsée sur le devant de la scène par Forbes Africa

Dans une édition récente datée du 4 mai, Forbes Africa a mis en lumière la trajectoire d'Alba Fishing, filiale du groupe Albacora, en soulignant son rôle croissant dans la structuration d'une économie bleue plus intégrée et durable dans l'océan Indien.



Dirigée par Vageesh Ramduny, l'entreprise est présentée comme un acteur clé de la transformation industrielle du secteur halieutique, avec une ambition claire : dépasser la logique de simple extraction pour bâtir un véritable écosystème de valeur autour des ressources marines.

Une croissance rapide dans un secteur hautement stratégique

Selon le reportage, Alba Fishing évolue dans un environnement particulièrement exigeant, marqué par la volatilité des marchés, des contraintes réglementaires fortes et des investissements lourds. Depuis 2022, sous la direction de Vageesh Ramduny, l'entreprise s'appuie sur une flotte de trois navires de pêche et un navire de support, opérant à travers l'océan Indien, notamment aux Seychelles, à Madagascar, en Tanzanie, aux Comores et au Kenya.

L'entreprise a enregistré une progression significative de ses performances, atteignant environ 34 000 tonnes de thon en 2025, contre environ 5 000 tonnes en 2022. Cette croissance s'accompagne également d'une montée en valeur de ses activités, avec une structuration industrielle renforcée et une meilleure intégration dans les chaînes d'approvisionnement internationales.

Une vision de leadership fondée sur la discipline



Vageesh Ramduny insiste sur une conception du leadership basée sur la responsabilité quotidienne plutôt que sur les titres ou l'âge. Il met en avant une approche où la croissance n'est pas une finalité, mais la conséquence d'une organisation solide et disciplinée.

Il souligne également la nécessité de maintenir une capacité d'adaptation rapide dans un secteur où les décisions logistiques peuvent avoir un impact immédiat sur des centaines de tonnes de produits, notamment lorsque les capacités locales de transformation sont saturées et que les flux doivent être redirigés vers d'autres marchés internationaux.

Une entreprise soutenue par une expertise internationale

Le développement d'Alba Fishing s'inscrit dans le cadre plus large du groupe Albacora Group, acteur historique du secteur de la pêche thonière depuis plus de 50 ans. Cette alliance permet à la filiale de bénéficier d'un savoir-faire industriel consolidé tout en renforçant son ancrage local.

Selon les analyses citées, cette combinaison entre expertise internationale et implantation régionale constitue un levier majeur de compétitivité dans un secteur où la maîtrise de la chaîne de valeur est essentielle.

Au-delà de la performance industrielle, l'ambition stratégique mise en avant par Forbes Africa repose sur un changement de modèle économique. Pour

Vageesh Ramduny, l'enjeu n'est plus uniquement de capter les ressources marines, mais de les transformer localement afin de générer davantage de valeur ajoutée sur le territoire.

Cette vision s'inscrit dans une transformation plus large de l'économie bleue, qui doit évoluer vers un système intégré combinant transformation, logistique, certification, traçabilité et développement des infrastructures maritimes.

Futur hub régional de transformation Avec une zone économique exclusive de plus de 2,3 millions de km², le territoire dispose d'un potentiel maritime considérable. L'objectif affiché par Alba Fishing est de positionner le pays non seulement comme une plateforme de débarquement, mais également comme un centre régional de transformation des produits de la mer.



Dans cette perspective, un projet majeur est en cours de développement : la mise en place d'une unité de transformation orientée vers les segments premium, notamment le thon destiné au marché sashimi. Cette initiative vise à renforcer la présence sur des marchés à haute valeur ajoutée. L'objectif d'Alba Fishing est de devenir un acteur central dans la construction d'un modèle d'économie bleue durable, capable de servir de référence dans l'océan Indien.

Un levier stratégique aux chiffres révélateurs

À Maurice, l'économie bleue s'impose comme un moteur clé de croissance. Avec une zone économique exclusive de 2,3 millions de km², ce secteur contribue déjà à 10,3 % du PIB et génère environ 10 000 emplois. En 2023, les exportations ont atteint près de 783 millions de dollars, avec 92 974 tonnes de produits de la mer et 509 837 tonnes de combustible de soute. Historiquement centrée sur la pêche, la transformation halieutique, le

tourisme côtier et les activités portuaires, cette économie amorce une mutation. L'objectif est ambitieux : porter sa contribution à 20 % du PIB à moyen terme. Pour y parvenir, les autorités misent sur la consolidation des filières existantes et le développement de nouveaux segments comme l'aquaculture, les services maritimes et la biotechnologie marine, afin de positionner durablement le pays comme hub régional incontournable.

DIMANCHE 10 AU 16 MAI 2026

Maurice encaisse Rs 30,19 milliards et défie les turbulences mondiales

La Banque de Maurice a publié, cette semaine, son rapport Gross Tourism Earnings March 2026. Les derniers chiffres démontrent une forte progression des recettes touristiques durant le premier trimestre de l'année. Malgré un contexte international marqué par la guerre en Iran et ses conséquences sur les liaisons aériennes, Maurice a enregistré Rs 30,19 milliards de recettes touristiques entre janvier et mars 2026, contre Rs 23,6 milliards pour la même période en 2025. Le ministre du Tourisme, Richard Duval, se félicite de ces résultats qu'il attribue notamment à la diversification des marchés et à la capacité de résilience de la destination mauricienne.

Les chiffres publiés par la Banque de Maurice montrent qu'au mois de mars 2026, les recettes touristiques ont atteint Rs 9,564 milliards, contre Rs 7,792 milliards en mars 2025.

Cela représente une hausse de Rs 1,77 milliard, soit une progression de 22,7 % sur une année.

Cette performance est jugée remarquable dans un contexte mondial pourtant difficile. La guerre en Iran avait déjà commencé durant cette période, provoquant plusieurs perturbations dans le transport aérien international ainsi qu'une certaine nervosité sur les marchés touristiques. Malgré ces difficultés, Maurice a réussi à maintenir une croissance positive de ses recettes touristiques.

Maurice sur une bonne dynamique avant la crise

Les chiffres du premier trimestre montrent surtout que le pays était déjà engagé sur une trajectoire de croissance avant l'intensification des tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Entre janvier et mars 2026, les recettes touristiques ont atteint Rs 30,19 milliards, contre Rs 23,6 milliards pour la même période l'année dernière. Pour le ministre du Tourisme, ces chiffres démontrent que l'industrie touristique mauricienne reste solide malgré les turbulences



internationales.

Le rapport de la Banque de Maurice précise toutefois que les recettes touristiques brutes sont estimées à partir des données soumises par les banques commerciales, les changeurs et les opérateurs de change. Certaines dépenses peuvent ainsi être enregistrées avec un léger décalage par rapport à la date de visite des touristes.

Richard Duval met en avant la diversification des marchés

Le ministre du Tourisme estime que ces résultats sont le fruit du travail accompli depuis plusieurs mois sur différents marchés internationaux. Selon lui, Maurice bénéficie aujourd'hui d'une diversification plus importante de sa clientèle touristique. Lorsque certains marchés connaissent un ralentissement, d'autres affichent une meilleure dynamique, ce qui permet au pays de limiter les impacts négatifs.

Le ministre considère également que Maurice continue d'afficher une meilleure résilience que plusieurs destinations concurrentes dans la région de l'océan Indien.

Il souligne que les opérateurs touristiques, les compagnies aériennes et l'ensemble des acteurs du secteur ont contribué à maintenir l'attractivité de la destination mauricienne malgré un environnement international complexe.

Des dépenses moyennes en légère hausse

Au-delà de l'augmentation des recettes globales, plusieurs indicateurs laissent également penser que les touristes

dépensent davantage durant leur séjour à Maurice.

Même si les chiffres détaillés ne sont pas encore disponibles, les professionnels du secteur notent une amélioration des dépenses dans l'hôtellerie, la

restauration, les loisirs et les activités touristiques. Cette évolution est considérée comme positive pour l'économie mauricienne puisqu'elle contribue directement aux entrées de devises et à la création de valeur dans plusieurs secteurs d'activité.

Des arrivées touristiques encourageantes

Concernant les arrivées touristiques, Maurice a également réalisé de bonnes performances depuis le début de l'année. « Les mois de janvier et février 2026 ont enregistré d'excellents résultats. En mars, les arrivées ont progressé de 1,3 % par rapport à mars 2025 », précise Richard Duval.

Même si cette hausse est plus modérée, elle est jugée satisfaisante compte tenu des perturbations internationales liées au conflit au Moyen-Orient. Le ministre dit maintenant attendre la publication prochaine des chiffres concernant les arrivées touristiques du mois d'avril afin d'évaluer plus précisément l'impact de la situation géopolitique actuelle sur l'industrie touristique mauricienne.



Les Maldives explosent, les Seychelles oscillent, La Réunion à la traîne

Depuis mars 2026, les destinations phares de l'océan Indien affichent des performances contrastées en matière de tourisme. Les Maldives restent largement en tête avec plus de 500 000 visiteurs enregistrés dès le 4 mars 2026, soit une hausse de 8,8 % par rapport à 2025. En janvier 2026, l'archipel avait déjà accueilli 224 788 touristes.

Du côté des Seychelles, les chiffres oscillent entre croissance et ralentissement. Le pays comptait en-

viron 89 069 visiteurs au premier trimestre 2026, avec certaines semaines affichant des hausses de plus de 10 %. Toutefois, mars 2026 a connu une baisse notable avec 23 746 arrivées contre 38 052 en février.

À La Réunion, la reprise demeure plus modérée, principalement soutenue par le marché français et régional, dans un contexte de concurrence accrue entre les îles de l'océan Indien.

Emirates pulvérise les compteurs avec 6,6 milliards USD de profits

Le Emirates Group signe une année historique. Dans son rapport annuel 2025-2026, le géant de l'aviation basé à Dubaï affiche des performances financières record, confirmant sa résilience dans un contexte international pourtant marqué par des tensions géopolitiques et des perturbations du trafic aérien.

Pour l'exercice clôturé au 31 mars 2026, le groupe enregistre un bénéfice avant impôts de 24,4 milliards d'AED, soit 6,6 milliards USD, en hausse de 7 % par rapport à l'année précédente. Le chiffre d'affaires atteint 150,5 milliards d'AED (41 milliards USD), un niveau inédit, tandis que la trésorerie progresse de 12 % pour s'établir à 59,6 milliards d'AED. L'EBITDA, indicateur clé de la rentabilité opérationnelle, s'élève à 41,1 milliards d'AED, illustrant la solidité financière du groupe dans un environnement mondial instable.

Emirates, leader incontesté du transport aérien

Au cœur de ces résultats, la compagnie Emirates confirme son statut de compagnie aérienne la plus rentable au monde. Elle affiche à elle seule un bénéfice avant impôts de 22,8 milliards d'AED (6,2 milliards USD), en progression de 7 %, avec une marge bénéficiaire impressionnante de 17,4 %.

Son chiffre d'affaires atteint 130,9 milliards d'AED, tandis que ses réserves de trésorerie culminent à 54,9 milliards d'AED. Après application du nouveau cadre fiscal introduit aux Émirats arabes unis dans le cadre des règles internationales du Pilier Deux, le bénéfice net du groupe s'établit à 21 milliards d'AED, soit une hausse de 3 %.

Pour Sheikh Ahmed bin Saeed Al Maktoum, ces résultats témoignent d'une stratégie solide et d'un modèle économique robuste. Il souligne que, malgré les perturbations liées aux activités militaires dans la région du Golfe à partir de fin février, le groupe a su maintenir la continuité de ses opérations grâce à la réactivité de ses équipes et à la puissance logistique de Dubaï.

Une stratégie d'investissement ambitieuse

L'année 2025-2026 a également été



marquée par des investissements massifs. Le groupe a injecté 17,9 milliards d'AED dans l'acquisition d'avions, les infrastructures, les technologies et les équipements. Une stratégie offensive visant à consolider sa position sur le marché mondial et à anticiper la croissance future du trafic aérien.

Les effectifs ont progressé de 8 %, atteignant 130 919 employés à travers le monde, preuve d'une expansion soutenue. Le groupe souligne qu'il dispose de réserves financières suffisantes pour poursuivre ses investissements sans recourir à des mesures drastiques de réduction des coûts, contrairement à d'autres acteurs du secteur.

Expansion du réseau et modernisation de la flotte

Sur le plan opérationnel, Emirates a poursuivi son expansion avec l'ouverture de nouvelles destinations, notamment Da Nang, Hangzhou, Siem Reap et Shenzhen. Son réseau couvre désormais 152 villes dans 80 pays, renforçant sa position de hub mondial incontournable.

La modernisation de la flotte constitue un autre pilier stratégique. La compagnie a reçu 15 nouveaux Airbus A350 et poursuit un ambitieux programme de retrofit estimé à 5 milliards USD. À ce jour, 91 appareils ont déjà été entièrement renouvelés, intégrant notamment la cabine Premium Economy, très prisée par les passagers.

Lors du Dubai Airshow 2025, Emirates a également annoncé une commande colossale de 41,4 milliards USD, incluant 65 Boeing 777-9 supplémentaires et 8 Airbus A350-900, confirmant sa con-

fiance dans la reprise durable du trafic aérien mondial.

Le fret et dnata en pleine progression

Le segment cargo continue lui aussi de performer. Emirates SkyCargo a transporté 2,4 millions de tonnes de marchandises, en hausse de 3 %. Cette activité génère 16,2 milliards d'AED de revenus, soit 12 % du chiffre d'affaires total de la compagnie.

De son côté, la filiale dnata affiche également des résultats solides avec un bénéfice avant impôts de 1,6 milliard d'AED et un chiffre d'affaires en hausse de 12 %, atteignant 23,6 milliards d'AED. Les activités internationales représentent désormais 77 % de ses revenus, signe d'une diversification réussie.

Un engagement renforcé pour la durabilité

Au-delà des performances financières, Emirates met en avant ses engagements environnementaux et sociaux. Le groupe poursuit ses efforts dans le développement du carburant d'aviation

durable (SAF), la réduction des émissions carbone et l'investissement dans des équipements plus écologiques. Parallèlement, l'Emirates Airline Foundation multiplie les initiatives sociales, notamment dans les domaines de l'éducation et de la santé, à travers plusieurs projets internationaux.

Des perspectives prudentes mais solides

Pour l'exercice 2026-2027, le groupe adopte une approche prudente. La stabilité géopolitique reste un facteur déterminant pour le secteur aérien mondial. Toutefois, Emirates affiche sa confiance. « Nos fondamentaux sont solides. Notre modèle économique éprouvé demeure inchangé », affirme Sheikh Ahmed bin Saeed Al Maktoum.

Dans un monde marqué par l'incertitude, Emirates démontre qu'une stratégie claire, des investissements ciblés et une gestion rigoureuse peuvent transformer les turbulences en opportunités. Une performance qui confirme son statut de leader mondial et son rôle clé dans la connectivité internationale.

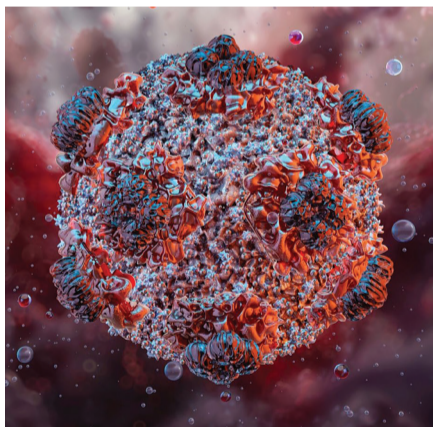


Hantavirus : la menace progresse-t-elle réellement ?

Trois morts, plusieurs passagers malades, un navire immobilisé au large du Cap-Vert. En quelques jours, un mot rare s'est imposé dans l'actualité sanitaire mondiale : le hantavirus. Une infection méconnue, discrète, mais capable de provoquer des formes graves, voire mortelles. À bord du MV Hondius, au moins un cas a été confirmé, déclenchant une alerte internationale et une enquête épidémiologique d'envergure. Mais faut-il réellement s'inquiéter ? Derrière ce nom inquiétant se cache une réalité plus nuancée, entre risque limité et vigilance nécessaire.

Un virus rare... mais potentiellement dangereux

Le hantavirus n'est pas un virus unique, mais une famille de virus principalement portés par des rongeurs : rats, souris ou campagnols. Chez ces animaux, il circule sans provoquer de maladie. Chez l'être humain, en revanche, il peut entraîner des infections graves.



La contamination se fait le plus souvent de manière indirecte. Il suffit d'inhaler des particules microscopiques issues des urines, excréments ou salive de rongeurs infectés. Un simple nettoyage dans un espace fermé contaminé peut suffire à exposer une personne.

Deux grandes formes de la maladie existent. En Europe, en Afrique et en Asie, les hantavirus peuvent provoquer une fièvre hémorragique avec atteinte rénale. Dans les Amériques, ils sont responsables d'un syndrome pulmonaire particulièrement redouté. Dans ce cas, l'infection peut évoluer rapidement vers une détresse respiratoire sévère.

Les premiers symptômes ressemblent



souvent à une grippe : fièvre, fatigue, douleurs musculaires. Mais dans les cas les plus graves, la situation peut basculer brutalement. Les taux de mortalité varient fortement : environ 5 à 15 % pour la forme rénale, mais jusqu'à 50 % pour certaines formes pulmonaires.

Une contamination qui intrigue en pleine mer

Dans le cas du MV Hondius, une question centrale demeure : où et comment les passagers ont-ils été contaminés ? Le navire avait quitté l'Argentine pour une croisière de plusieurs semaines, avec des escales en Antarctique et dans les îles Falkland. Or, la période d'incubation du hantavirus peut aller jusqu'à huit semaines. Autrement dit, l'exposition pourrait avoir eu lieu bien avant l'apparition des premiers symptômes.

Plusieurs scénarios sont envisagés. Des passagers auraient pu être exposés lors d'excursions à terre, dans des zones où les rongeurs sont présents. Une autre hypothèse évoque une contamination à bord, via des provisions ou des espaces de stockage où des rongeurs auraient pu s'introduire. Dans tous les cas, les experts privilégient une exposition commune et ponctuelle plutôt qu'une propagation à bord.

Un virus qui se transmet très rarement entre humains

Contrairement à d'autres maladies virales, le hantavirus ne se transmet généralement pas d'une personne à

l'autre. Cette caractéristique limite fortement le risque d'épidémie généralisée.

Une exception existe toutefois : la souche dite « Andes », identifiée en Amérique du Sud. Dans de rares cas, elle peut se transmettre entre humains lors de contacts étroits et prolongés. Mais ces situations restent exceptionnelles et nécessitent des conditions très spécifiques.

Dans l'épisode actuel, rien n'indique pour l'instant une transmission interhumaine. Les autorités sanitaires privilégient l'hypothèse d'une source environnementale unique.

Une maladie rare à l'échelle mondiale

À l'échelle globale, le hantavirus reste peu fréquent. On estime entre 100 000 et 200 000 infections par an dans le monde, principalement en Asie. La

plupart des cas surviennent de manière isolée, souvent liés à des activités domestiques ou agricoles.

Certaines épidémies ont marqué les esprits. En 1993, aux États-Unis, une flambée dans la région des « Four Corners » avait causé plusieurs décès et permis d'identifier un nouveau virus. En Argentine, des épisodes plus récents ont même suggéré une transmission limitée entre humains. Mais ces événements restent rares. Dans la majorité des cas, il s'agit d'infections sporadiques, souvent liées à des environnements spécifiques.

Pas de traitement miracle, mais des soins essentiels

À ce jour, il n'existe pas de traitement spécifique contre le hantavirus. La prise en charge repose sur des soins de soutien : oxygène, assistance respiratoire, voire dialyse dans les cas les plus graves. La clé reste la rapidité d'intervention. Plus le patient est pris en charge tôt, meilleures sont ses chances de survie.

Il n'existe pas non plus de vaccin universel. Certains pays asiatiques utilisent des vaccins contre des souches spécifiques, mais leur efficacité reste discutée et ils ne sont pas disponibles à grande échelle.

Faut-il s'alarmer ?

Malgré le caractère spectaculaire de l'épisode en mer, les autorités sanitaires se veulent rassurantes. Le risque pour le grand public reste faible. Le hantavirus n'est ni hautement contagieux ni facilement transmissible dans la vie quotidienne. Il nécessite généralement un contact avec un environnement contaminé par des rongeurs.

En réalité, ce type d'épisode rappelle surtout l'importance des mesures d'hygiène et de contrôle dans les espaces clos, notamment dans des environnements isolés comme les navires.



Mpox, leptospirose et chikungunya placé sous vigilance maximale

Au 5 mai 2026, les îles de l'océan Indien font face à une situation sanitaire préoccupante marquée par la coexistence de trois menaces infectieuses majeures : la progression du Mpox à Madagascar avec plus de 100 cas confirmés, la recrudescence exceptionnelle de la leptospirose avec jusqu'à 168 cas à La Réunion, et la circulation persistante du chikungunya avec plus de 100 cas hebdomadaires à Mayotte en début d'année.

Les dynamiques restent contrastées selon les territoires, mais les facteurs climatiques et les mobilités régionales structurent l'ensemble du risque épidémiologique.

Mpox : Madagascar, foyer épidémique régional



Madagascar apparaît comme l'épicentre régional du Mpox en 2026. Depuis la fin de l'année 2025, la circulation virale s'est intensifiée, avec plus de 100 cas confirmés et plusieurs centaines de cas suspects recensés début 2026.

Début mai 2026, un nouveau-né âgé de 11 jours est décédé dans la région de Boeny. Il s'agit d'au moins du quatrième décès lié à cette flambée récente, confirmant une dynamique épidémique toujours active. Les autorités sanitaires évoquent une transmission locale installée, avec une vulnérabilité particulière des populations les plus jeunes et des zones rurales à accès limité aux soins.

La Réunion : cas importés et transmission limitée

À La Réunion, la situation reste contenue. Le premier cas de Mpox a été détecté en janvier 2026, importé depuis Madagascar. Depuis, environ sept cas ont été confirmés, incluant quelques transmissions secondaires



locales. Les autorités sanitaires ont rapidement mis en œuvre des mesures de contrôle : isolement des cas, traçage des contacts et vaccination ciblée. La circulation virale reste faible et ne montre pas de dynamique de propagation large.

Mayotte, Comores et Maurice : vigilance face aux flux régionaux

Mayotte et les Comores restent des zones à risque d'importation du virus en raison des échanges réguliers avec Madagascar. Aucun foyer épidémique majeur n'est officiellement confirmé à ce stade, mais la surveillance est renforcée. À Maurice, deux cas confirmés ont été détectés il y a environ deux semaines. Les patients sont jugés stables, sous traitement et suivis quotidiennement à l'hôpital de Souillac. Leur sortie dépendra de l'évaluation des dermatologues.

Deux cas suspects ont également été identifiés dans le cadre du traçage des contacts, sans apparition de symptômes à ce stade.

Leptospirose : une flambée favorisée par les conditions climatiques

La leptospirose, maladie bactérienne transmise par des eaux contaminées par l'urine de rongeurs, connaît une recrudescence notable en 2026 dans toute la région. Les épisodes cycloniques, les fortes pluies et les inondations successives ont créé des conditions idéales pour sa propagation.

La Réunion enregistre une situation particulièrement marquée avec 168 cas confirmés au 30 avril 2026. Un pic de 66 cas a été observé en mars, un niveau inédit selon les autorités sanitaires. Un décès et plusieurs hospitalisations ont été recensés. Les activités post-pluies, comme le nettoyage extérieur, le jardinage ou les baignades en rivière, sont identifiées comme facteurs de risque majeurs.

Mayotte et Maurice : une circulation modérée mais préoccupante



À Mayotte, 57 cas de leptospirose ont été recensés début 2026, avec plusieurs formes graves nécessitant une prise en charge hospitalière. Le système de santé reste sous pression. À Maurice, la situation est moins intense en volume mais reste préoccupante, avec environ 20 cas déclarés et six décès rapportés, ce qui souligne la gravité potentielle de la maladie malgré une incidence globale plus faible.

Madagascar et Comores : une sous-déclaration probable

À Madagascar et aux Comores, la leptospirose est considérée comme

probablement présente mais insuffisamment documentée. Les conditions climatiques, la densité de rongeurs et les épisodes d'inondation favorisent fortement la circulation bactérienne, même si les données restent limitées.

Chikungunya : une circulation toujours active

Mayotte connaît une reprise significative du chikungunya début 2026, avec plus de 100 cas hebdomadaires observés à certains moments de l'année. Le territoire a été placé en phase 2b du plan ORSEC arboviroses, traduisant une situation pré-épidémique. Malgré une baisse récente des cas, plusieurs hospitalisations et formes graves ont été signalées.

La Réunion : sortie de crise mais vigilance maintenue

La Réunion est sortie de la grande vague épidémique de 2024-2025, qui avait totalisé plus de 54 000 cas et 28 décès. En 2026, seuls 28 cas autochtones ont été recensés, indiquant une nette diminution de la transmission. Cependant, la surveillance reste active en raison du risque de reprise lors des périodes climatiques favorables.

À Madagascar, plusieurs foyers localisés de chikungunya ont été observés, notamment dans les régions de Mahajanga et Toamasina, sans confirmation d'une épidémie nationale généralisée. Aux Comores, le risque est jugé élevé en raison des échanges constants avec Mayotte et des conditions environnementales favorables aux moustiques vecteurs.

DIMANCHE 10 AU 16 MAI 2026

Harshita Nunkoo : elle lance sa maison de couture et rêve désormais du Met Gala

À 22 ans, Harshita Nunkoo a déjà franchi un cap que peu imaginent à son âge. Passer des réseaux sociaux à la création de sa propre maison de couture, IRIINA Salon de Couture. Partie d'une passion née très tôt pour la mode et la création, elle a construit pas à pas un univers qui dépasse aujourd'hui le simple statut d'influenceuse.

Avant les podiums et les créations sur mesure, tout commence à 13 ans. Harshita Nunkoo apprend seule à coudre, en regardant des vidéos en ligne. Pas d'école de mode, pas de formation structurée, mais une envie constante d'essayer, de transformer et de comprendre comment un vêtement peut raconter quelque chose. Très vite, la mode devient plus qu'un loisir, mais une manière de s'exprimer et de se construire.

Le choix du marketing comme stratégie, pas un détour

Après ses études secondaires en sciences, elle choisit le marketing à l'université. Un choix réfléchi, lié à sa présence déjà active sur les réseaux sociaux et à sa compréhension du monde digital. « Je voulais avoir un degré qui m'aide à réaliser mon rêve. Fashion et marketing vont de pair. Donc c'était important pour moi pour créer ma marque », explique Harshita.

Elle ajoute : « J'ai vite compris une chose essentielle. Pour exister dans la mode, il faut aussi savoir se faire voir. Les réseaux sont devenus ma première vitrine, un espace où je partage mes idées, mes créations et mes premières expérimentations. »

Paris, le moment qui change tout

En 2023, un voyage prévu à Paris pour le concert de Taylor Swift devient le point de départ d'un changement beaucoup plus profond. En préparant son séjour, elle s'immerge dans la ville, découvre sa culture, ses lieux emblématiques, et surtout son univers mode.

La découverte de la Galerie Dior marque un moment clé. « Ce n'est plus une observation distante. C'est une rencontre directe avec la haute couture. », lance-t-elle.

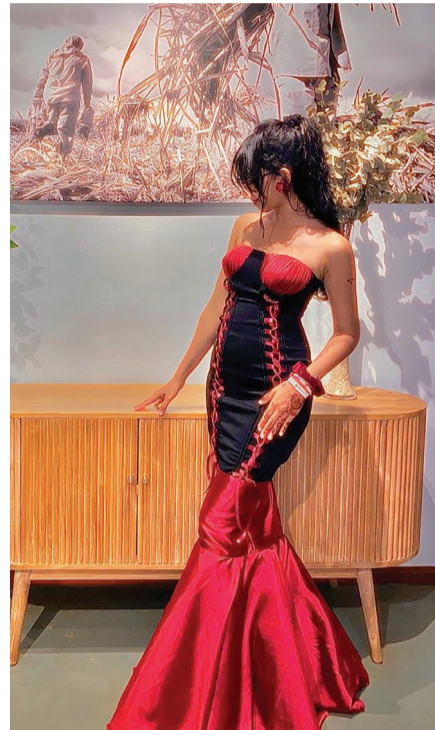


« Cela m'a donné envie d'explorer les écoles de mode parisiennes, mais c'était trop cher et je n'avais même pas de portfolio pour postuler. Alors j'ai choisi de créer mon propre chemin pour réaliser mon rêve ».

IRIINA : un nom né avant la marque

Elle commence alors des cours de couture en janvier 2024, apprend auprès de modistes locaux et en autodidacte, tout en documentant son parcours sur les réseaux sociaux.

À ce moment-là, le contenu autour de la couture reste encore nouveau à Mau-



rice. Elle devient progressivement l'une des premières à transformer ce processus créatif en narration digitale.

« Le nom Iriina est venu au moment où je préparais mon voyage. Je voulais créer une identité digitale : "Iriina à Paris". Au départ, ce n'était qu'un personnage, une manière de raconter mon expérience de manière plus cinématique, presque comme un récit de Emily in Paris. ».

Mais ce nom a rapidement pris une autre dimension. De retour à Maurice, IRIINA devient un projet réel.

Une ambition qui dépasse le cadre local

Aujourd'hui, IRIINA est déjà engagée dans la création de pièces sur mesure : robes de soirée, tenues de cérémonie, créations de scène et premières ex-



plorations du prêt-à-porter. « Chaque création repose sur une esthétique affirmée : des tissus riches, des ornements travaillés, des sequins, des textures et un travail minutieux à la main, perles, détails et finitions, qui donnent à chaque pièce une présence forte. », affirme-t-elle. Il y a dans les créations IRIINA une intensité assumée, une audace volontaire, pensée pour marquer les esprits et imposer une présence. Mais l'ambition reste plus large. Harshita Nunkoo parle déjà d'une évolution vers une maison de couture internationale, avec des présentations sur des scènes mondiales. Et au centre de cette vision, une idée revient souvent : le Met Gala. Pas comme un symbole lointain, mais comme une direction assumée. Pour elle, la couture n'est pas seulement une industrie. C'est un langage, une identité et une manière de s'imposer dans un univers où tout commence par une vision.

Le Met Gala, temple de la mode mondiale

Le Met Gala est bien plus qu'un simple tapis rouge. Organisé chaque année au Metropolitan Museum of Art à New York, il réunit les plus grandes stars, créateurs et figures influentes autour d'un thème précis lié à une exposition du Costume Institute. Chaque invité doit interpréter ce thème à travers une tenue souvent spectaculaire, transformant l'événement en véritable show artistique. Derrière le glamour, le Met Gala est aussi une soirée caritative majeure qui finance les activités du musée. Pour les designers, y être présent représente une consécration et une vitrine mondiale incontournable.

DIMANCHE 10 AU 16 MAI 2026

"Honor nou mama" : Demaïko Raboude fait chanter la gratitude envers les mères

Comme une mélodie douce qui s'élève à l'approche de la Fête des Mères, Demaïko Raboude revient sur le devant de la scène avec un titre chargé d'émotion : "Honor nou mama". Une chanson qui résonne comme une déclaration universelle, portée par des accords sincères et une voix habitée. Pour marquer ce moment, l'artiste mise sur l'authenticité jusque dans l'image, avec un clip entièrement capturé à l'aide d'un smartphone, insufflant une modernité assumée à son message.

Une voix née entre passion et vérité

Derrière ce nom de scène, il y a Marco Antonio Raboude, 28 ans, originaire de Vuillemin. Un artiste qui avance à contre-courant des artifices, préférant la vérité brute aux illusions. Chez lui, la musique est une ligne de vie, un fil conducteur tissé depuis l'enfance. Très tôt, il s'immerge dans les sons, les mots et les émotions. À l'adolescence, il commence à écrire, à composer, à chercher sa voix dans un monde où chaque note devient une forme d'expression. Inspiré par son environnement, ses amis, et les réalités sociales qui l'entourent, il façonne peu à peu un univers artistique où dominent l'amour, le respect et la vérité. « Mes chansons portent des messages », dit-il simplement, comme une évidence.

"Honor nou mama" : une ballade comme une déclaration

Avec "Honor nou mama", Demaïko Raboude ne change pas de cap, mais il élève encore la portée de son message. Le morceau s'inscrit comme une ballade dédiée aux mères, ces figures silencieuses mais essentielles, souvent en arrière-plan, mais toujours au cœur de chaque histoire. Dans cette chanson, chaque parole semble posée comme une note de gratitude. Il y chante la tendresse, les sacrifices invisibles, les nuits sans sommeil, les conseils murmurés, et ce soutien indéfectible qui accompagne un enfant tout au long de sa vie.

Pour l'artiste, une mère est bien plus qu'un rôle. Elle est une fondation. Une présence constante, une lumière dans

les moments d'ombre. « Derrière chaque réussite, il y a souvent une maman », souligne-t-il. Une phrase simple, mais qui résonne comme un refrain universel. À travers ce titre, il veut rappeler que l'amour maternel ne se célèbre pas qu'un jour par an, mais se vit au quotidien, dans les gestes, dans les mots, dans le respect.

Un clip moderne : la créativité au bout des doigts

Et pour traduire cette émotion en images, Demaïko Raboude a choisi une approche audacieuse : un clip entièrement tourné avec un smartphone de la marque Honor, plus précisément le Honor Magic 8 Pro. Une collaboration qui donne une dimension contemporaine au projet. Derrière la caméra, Evans Ramasawmy capte les instants, les regards, les vibrations, avec une simplicité qui renforce l'authenticité du message. Ici, pas de décors surchargés ni d'effets excessifs, mais une esthétique épurée qui laisse toute la place à l'émotion.

Ce choix technique n'est pas anodin. Il traduit une philosophie. Celle de prouver que la créativité n'a pas besoin de moyens démesurés pour exister. Que l'essentiel réside dans la vision, dans l'intention, dans la sincérité. Une manière aussi d'inspirer les jeunes artistes à croire en leur potentiel, même avec peu de ressources.



Bollywood en toile de fond : une influence assumée

Mais l'univers musical de Demaïko Raboude ne s'arrête pas là. Comme une mélodie qui voyage, il puise aussi son inspiration du côté de l'Inde, dans les rythmes et les émotions du cinéma Bollywood. Depuis son enfance, il est fasciné par ces chansons où chaque note raconte une histoire, où chaque refrain déborde de passion. Même sans maîtriser parfaitement l'hindi, il s'approprie ces morceaux avec une méthode bien à lui : écouter, retranscrire les sons, ressentir les paroles, puis les interpréter avec sa propre sensibilité.

« Derrière chaque réussite, il y a souvent une maman »

Il a ainsi revisité plusieurs titres populaires comme *Peheli Nazar*, *Saiyaara*, *Tu Maan Meri Jaan* ou encore *Jab Koi Baat*. À chaque reprise, il y ajoute sa touche personnelle, transformant chaque chanson en une nouvelle expérience. « J'écris la prononciation comme je l'entends », confie-t-il, révélant une approche instinctive et passionnée de la musique.

« Mon rêve serait de chanter à l'international »

Toujours en mouvement, l'artiste prépare déjà la suite. De nouveaux projets, des covers, mais aussi des créations originales sont en gestation. Et au-delà des studios, c'est la scène qui l'appelle. L'envie de partager, de vibrer avec le public, de faire voyager sa musique au-delà des frontières. « Mon rêve serait de chanter à l'international », glisse-t-il, comme une note d'espoir suspendue.

Un message fort à la jeunesse : choisir le bon rythme

Mais au fond, le véritable refrain de Demaïko Raboude reste son message à la jeunesse. Une ligne simple, mais puissante : choisir le bon chemin. À travers ses chansons, il encourage les jeunes à s'éloigner des influences négatives, à croire en eux, à construire leur avenir avec détermination. Dans son studio *Ti Bazz Rekordz*, à Vuillemin, il ouvre d'ailleurs ses portes à ceux qui veulent découvrir la musique, apprendre, créer. Un espace où les rêves prennent forme, où les talents se révèlent.

LE JOURNAL DU DIMANCHE

L'info sans compromis

Abonnez-vous dès maintenant

- > Politique
- > Business
- > Sport
- > International
- > Culture & Société


Chaque semaine,
Le Journal du Dimanche
vous livre :


- > Des enquêtes exclusives
- > Des interviews sans concession
- > Des analyses économiques pointues
- > Les coulisses du pouvoir
- > Les grandes tendances à Maurice et à l'international



 | Journaldudimanche.com

 Rue Ritter, Curepipe

 info@journaldudimanche.com

 +230 5777 7458

DIMANCHE 10 AU 16 MAI 2026

Chiens hors de contrôle : quand l'irresponsabilité des maîtres met la société en danger

Ils aboient, errent, attaquent parfois. Mais derrière chaque chien laissé à lui-même, il y a presque toujours une défaillance humaine. La question des obligations des propriétaires de chiens revient avec insistance dans l'actualité, alimentée par des incidents à répétition et une exaspération croissante du public. Entre négligence, ignorance et manque de sanctions dissuasives, un constat s'impose : trop de maîtres ne respectent pas les règles élémentaires, mettant en péril la sécurité collective.

Des obligations souvent ignorées

Adopter un chien n'est pas un acte anodin. Cela implique des responsabilités claires : assurer sa vaccination, éviter qu'il divague sur la voie publique, garantir qu'il ne constitue pas une menace pour autrui, et veiller à son bien-être. Pourtant, dans de nombreuses régions, ces obligations sont bafouées au quotidien. Des chiens circulent librement, sans collier ni identification, parfois en meute, exposant passants, enfants et cyclistes à des risques réels.

Les autorités locales reçoivent régulièrement des plaintes liées à des morsures ou à des comportements agressifs. Dans certains cas, les victimes gardent des séquelles physiques, mais aussi psychologiques. La peur des chiens devient une réalité pour certains habitants, notamment dans les zones rurales ou périurbaines où les contrôles sont plus rares.

Quand la négligence devient un danger public

Laisser son chien errer n'est pas seulement un acte irresponsable, c'est une infraction. Un animal livré à lui-même peut provoquer des accidents de la route, attaquer d'autres animaux ou propager des maladies. Mais au-delà des conséquences immédiates, c'est toute la notion de vivre-ensemble qui est fragilisée.

Certains propriétaires minimisent encore les risques, arguant que leur chien est « gentil » ou « habitué aux gens ». Une



perception subjective qui ne résiste pas toujours à la réalité. Un chien, même docile, peut réagir de manière imprévisible dans un environnement stressant. L'absence de clôture adéquate, de laisse ou de surveillance transforme alors un animal de compagnie en potentiel facteur de danger.

Un cadre légal, mais peu appliqué

Maurice dispose pourtant d'un arsenal légal encadrant la détention de chiens. En théorie, tout propriétaire doit enregistrer son animal, veiller à sa stérilisation dans certains cas, et prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter qu'il ne cause des nuisances ou des blessures. Des amendes et sanctions sont prévues en cas de manquement.

Mais sur le terrain, l'application de ces lois reste inégale. Le manque de moyens, la difficulté d'identification des propriétaires et parfois une certaine tolérance sociale freinent les actions des autorités. Résultat : un sentiment d'impunité s'installe, encourageant certains à continuer dans l'illégalité.



Vers une responsabilisation urgente

Face à cette situation, plusieurs voix s'élèvent pour réclamer un durcissement des contrôles et des sanctions. Mais la répression seule ne suffira pas. Il est impératif de renforcer la sensibilisation du public. Posséder un chien, c'est s'engager à long terme. Cela suppose du temps, des ressources et une véritable conscience des responsabilités.

Les campagnes d'éducation, notamment dans les écoles et les collectivités locales, pourraient jouer un rôle clé. Apprendre dès le plus jeune âge à interagir avec les animaux, mais aussi à comprendre les devoirs liés à leur détention, permettrait de changer les mentalités sur le long terme.

Par ailleurs, la collaboration entre autorités, vétérinaires et associations de protection animale est essentielle. Ces acteurs peuvent contribuer à promouvoir des pratiques responsables : stérilisation, adoption encadrée, suivi vétérinaire régulier.



Une question de civisme avant tout

Au-delà des lois et des sanctions, la question des chiens errants et des propriétaires négligents renvoie à un enjeu plus large : celui du civisme. Respecter les règles liées à la détention d'un animal, c'est aussi respecter ses voisins, sa communauté et l'espace public.

Un chien bien encadré, bien traité et correctement surveillé n'est pas un problème. Au contraire, il peut être un compagnon précieux et un élément positif dans la société. Mais lorsque les règles sont ignorées, les conséquences peuvent être graves, voire tragiques. Il est temps que chacun prenne ses responsabilités. Car au final, ce ne sont pas les chiens qui sont en cause, mais bien ceux qui en ont la charge.



Richa Chadha, de courtisane à détective : un virage audacieux

Après avoir profondément marqué les esprits dans Heeramandi, Richa Chadha s'apprête à franchir un nouveau cap dans sa carrière. L'actrice, saluée pour son interprétation bouleversante de Lajjo dans la fresque signée Sanjay Leela Bhansali, change radicalement de registre. Exit les costumes d'époque et les drames historiques : place à un univers sombre, contemporain et tendu.

Dans une prochaine série policière encore tenue secrète, elle incarnera une détective plongée dans une enquête complexe. Un rôle central, pensé comme le cœur battant d'une intrigue con-

struite sur plusieurs niveaux narratifs. Peu d'informations ont filtré, mais tout indique que la série mettra sur une atmosphère dense, mêlant criminalité, psychologie et zones grises.

Ce choix confirme une tendance forte chez l'actrice : refuser l'enfermement dans un seul type de rôle. Richa Chadha s'impose ainsi comme une interprète caméléon, capable de passer d'un univers lyrique à un thriller nerveux avec une aisance remarquable. Le tournage est déjà en cours, et même sans bande-annonce, le projet alimente une attente croissante.



"Chand Mera Dil" : le pari du mystère à contre-courant

À l'heure où les bandes-annonces dévoilent souvent l'essentiel d'un film, Chand Mera Dil choisit une approche radicalement différente. Produit par Dharma Productions et porté par Ananya Panday et Lakshya, le long-métrage mise sur le mystère pour séduire.

Ici, pas de révélation du conflit central. La stratégie repose sur une mise en avant de l'ambiance, de la musique et de la connexion entre les personnages. Une méthode qui rappelle les romances d'antan, où l'émotion primait sur le scénario dévoilé. Derrière ce choix, on retrouve

l'influence de Karan Johar, déjà adepte de cette esthétique émotionnelle dans des films comme Ae Dil Hai Mushkil ou Rocky Aur Rani Kii Prem Kahaani. L'idée est simple : créer un manque, un "curiosity gap", qui pousse le spectateur à vouloir découvrir l'histoire en salle.

Mais le pari est risqué. Dans un marché saturé, l'absence d'informations peut freiner l'engagement. Pourtant, si la promesse émotionnelle est tenue, Chand Mera Dil pourrait bien réhabiliter une forme de marketing plus subtile et nostalgique.

"Kartavya" : quand la justice devient un fardeau

Avec Kartavya, Bollywood s'aventure sur un terrain plus sombre et introspectif. Porté par Saif Ali Khan, le film s'annonce comme un thriller psychologique où le devoir se confronte à la morale.

L'histoire suit un officier de police pris dans une spirale de menaces professionnelles et personnelles. Chargé de faire respecter la loi, il doit également protéger sa famille, dans un contexte où les repères s'effondrent. À mesure que l'enquête progresse, les frontières entre le bien et le mal deviennent floues, transformant chaque décision en dilemme.

Réalisé par Pulkit, le film privilégie une approche réaliste et nuancée. Ici, pas de glorification de l'action : ce sont les tensions internes, la culpabilité et le poids des choix qui



dominent.

Le casting, solide et expérimenté, réunit notamment Sanjay Mishra, Rasika Dugal, Zakir Hussain et Manish Chaudhari. À leurs côtés, le nouveau venu Saurabh Dwivedi apporte une touche de fraîcheur. Sans date officielle de sortie, Kartavya intrigue déjà par son ambition : proposer une réflexion sur la justice, loin des clichés habituels.

"Raja Shivaji" : une fresque historique à la fin poignante

Avec Raja Shivaji, Riteish Deshmukh propose une relecture ambitieuse d'une figure majeure de l'histoire indienne : Chhatrapati Shivaji Maharaj. Le film culmine avec la confrontation stratégique contre Afzal Khan, moment clé du récit. Mais là où beaucoup auraient choisi une célébration héroïque, le réalisateur opte pour une conclusion plus nuancée.

La victoire est bien là, mais elle

n'est pas triomphante. Le film préfère s'attarder sur le poids du Swarajya, sur les sacrifices humains et les blessures personnelles. Cette approche transforme la fin en un moment d'émotion retenue, presque méditatif.

En évitant le spectaculaire, Raja Shivaji se démarque comme une œuvre introspective, où l'histoire se conjugue à l'humain. Une fresque qui rappelle que derrière chaque victoire se cache souvent un prix à payer.



"The Devil Wears Prada 2" : plusieurs caméos supprimés au montage



The Devil Wears Prada 2 fait déjà parler de lui, non seulement pour le retour de l'univers de la mode, mais aussi pour ses nombreux caméos, dont plusieurs ont été coupés lors du montage final.

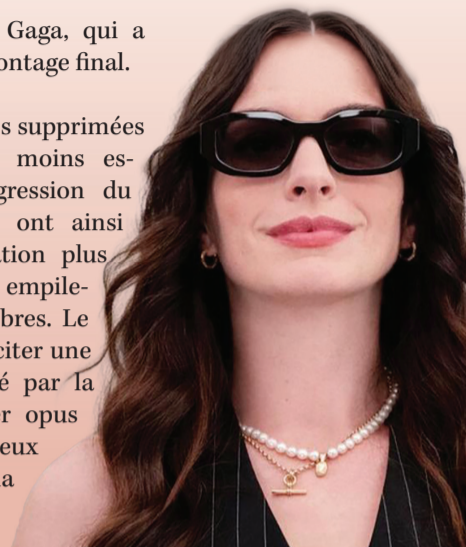
Cette suite, centrée sur le retour de Miranda Priestly et l'évolution de la maison Runway dans un monde de la mode modernisé, devait initialement inclure plusieurs apparitions surprises de stars. Toutefois, les réalisateurs ont finalement décidé de retirer quatre caméos majeurs.

Ces suppressions ne sont pas liées aux performances des acteurs, mais plutôt à des décisions narratives. Le montage final du film a nécessité des ajustements pour améliorer le rythme et la cohérence de l'histoire.

Les scènes concernées auraient ralenti l'intrigue ou détourné l'attention du fil principal, centré sur la transformation de l'industrie de la mode et les nouveaux défis auxquels Miranda Priestly est confrontée. Malgré ces coupes, certains caméos ont été conservés,

dont celui de Lady Gaga, qui a réussi à intégrer le montage final.

Les autres apparitions supprimées auraient été jugées moins essentielles à la progression du récit. Les créateurs ont ainsi privilégié une narration plus fluide plutôt qu'un empilement de figures célèbres. Le film continue de susciter une forte curiosité, porté par la nostalgie du premier opus et l'évolution des enjeux dans l'industrie de la mode.



"Narnia: The Magician's Nephew" : un retour attendu... mais repoussé

Le retour de l'univers magique de The Chronicles of Narnia ne se fera finalement pas en 2026 comme initialement prévu. The Magician's Nephew, considéré comme l'un des récits fondateurs de la saga imaginée par C. S. Lewis, sortira désormais le 12 février 2027 en salles, avec des projections IMAX



anticipées dès le 10 février.

Ce report stratégique, loin d'être anodin, s'explique par des ajustements de production et une volonté de repositionner le film sur une fenêtre plus favorable. En choisissant février, les studios misent sur une période moins saturée, propice à une meilleure exposition mondiale.

Ce nouveau chapitre s'annonce crucial : il ne s'agit pas d'une simple suite, mais d'un retour aux origines de Narnia, avec la création du monde, les premières forces du mal et l'introduction de figures clés. L'ambition est claire : relancer durablement la franchise auprès d'une nouvelle génération.

Autre élément majeur : la sortie sur Netflix le 2 avril 2027, signe d'une stratégie hybride qui combine expérience en salle et diffusion mondiale rapide. Un modèle désormais incontournable pour les grandes productions.

Project Hail Mary : un succès mondial qui dépasse The Martian au box-office

Le film Project Hail Mary, porté par Ryan Gosling, continue de dominer le box-office mondial. L'adaptation du roman de Andy Weir a officiellement dépassé les performances de The Martian, devenant ainsi la plus grande adaptation cinématographique de l'écrivain à ce jour.

Avec des recettes mondiales atteignant environ 638,4 millions de dollars, le film s'approche désormais du seuil symbolique des 650 millions. Cette performance le place parmi les plus gros succès récents du cinéma de science-fiction hollywoodien.

Le film se distingue aussi par sa longévité en salles. Il maintient une présence notable au box-office depuis plusieurs semaines, rejoignant d'autres succès

récents du cinéma post-pandémie ayant réussi à rester au-dessus du million de dollars sur une longue période.

Une nouvelle référence pour Andy Weir

En surpassant The Martian, Project Hail Mary établit un nouveau record pour les adaptations des œuvres d'Andy Weir. Ce succès confirme l'attrait du public pour les récits de science-fiction ancrés dans des concepts scientifiques réalistes et accessibles.

Alors que le film continue de progresser vers la barre des 650 millions de dollars, il s'impose déjà comme l'un des plus grands succès commerciaux de l'année

Resident Evil : un teaser rempli de références cachées aux jeux vidéo

Le nouveau teaser du film Resident Evil, réalisé par Zach Cregger et produit par Sony Pictures, contient de nombreux clins d'œil destinés aux fans de la franchise. Cette adaptation s'éloigne des personnages emblématiques comme Leon S. Kennedy et Claire Redfield pour introduire Bryan, un nouveau protagoniste plongé dans l'épidémie de Raccoon City.

Parmi les références visibles dans la bande-annonce, on remarque notamment un sac médical rappelant celui de Rebecca Chambers dans Resident Evil 0, ainsi que la présence de la célèbre Green Herb utilisée dans les jeux pour soigner les blessures. Le teaser montre égale-

ment des passages des égouts de Raccoon City, un lieu central de la saga, ainsi que des environnements évoquant les laboratoires d'Umbrella Corporation.

On y aperçoit aussi des indices liés au virus T et à ses premiers effets sur les infectés, renforçant le lien avec l'univers original. Ces détails visuels suggèrent que le film cherche à respecter fidèlement l'héritage des jeux tout en proposant une nouvelle intrigue.

Ce mélange de nostalgie et de nouveauté laisse entendre une adaptation pensée à la fois pour les fans de longue date et pour un nouveau public découvrant la franchise.





GREENCITY

INVEST SMART. GROW BIGGER!

*Own a premium **office space***



Ebene



5982 3939

DIMANCHE 10 AU 16 MAI 2026

Finale de Ligue des champions :

PSG-Arsenal : choc de titans pour une couronne européenne

Le 30 mai prochain, à Budapest, l'Europe du football retiendra son souffle. Le champion en titre, le Paris Saint-Germain, affrontera un Arsenal conquérant, invaincu depuis 14 matchs dans la compétition. Une affiche qui oppose deux philosophies, deux dynamiques... et surtout deux ambitions immenses.

Arsenal, la force collective et la résilience

Pour se hisser en finale, Arsenal a dû passer par un véritable combat face à l'Atlético Madrid. Une confrontation physique, intense, où chaque duel comptait. Les hommes de Mikel Arteta ont su faire preuve de caractère, à défaut de briller offensivement.

Le rôle de Viktor Gyökeres illustre parfaitement cette approche. Peu prolifique en tirs, mais essentiel dans le pressing et les duels, il a été le moteur invisible de cette qualification. À ses côtés, Bukayo Saka a encore une fois répondu présent en inscrivant le but décisif, confirmant son statut de leader offensif.

Mais Arsenal, c'est avant tout un collectif huilé. Declan Rice incarne cette colonne vertébrale impressionnante. Omniprésent à la récupération, précieux à la relance, il a dominé les demi-finales par son volume de jeu exceptionnel. Derrière, la charnière William Saliba-Gabriel Magalhaes assure une solidité défensive remarquable.

Si Arsenal peut rêver, c'est aussi grâce au retour en forme de Martin Odegaard et Kai Havertz. Lorsque ces trois joueurs clés Saka, Odegaard et Havertz sont alignés, les Gunners deviennent redoutables. Leur système retrouve toute sa fluidité : créativité au milieu, percussion sur les ailes, présence dans la surface.

Arsenal n'a peut-être pas été flamboyant, mais il a été constant, discipliné et terriblement efficace dans les moments clés. Une marque des grandes équipes.



PSG, l'efficacité clinique et l'expérience. De son côté, le Paris Saint-Germain a été impressionné par son réalisme face au Bayern Munich. Là où les Bavarois ont dominé en occasions, les Parisiens ont frappé avec une efficacité redoutable.

Le duo Ousmane Dembélé-Khвича Kvaratskhelia a été tout simplement décisif. À eux deux, ils ont transformé la moindre opportunité en but. Kvaratskhelia, en particulier, a été impressionné par son activité : omniprésent dans le jeu, capable de percuter, de défendre et de créer.

Autour d'eux, l'équipe de Luis Enrique affiche une maturité impressionnante. Le PSG version 2026 n'est plus seulement une équipe de stars : c'est un col-

lectif équilibré, capable de souffrir sans le ballon et de punir instantanément ses adversaires. Le milieu parisien, avec Vitorinha, Warren Zaïre-Emery et Joao Neves, pourrait être l'une des clés de cette finale. Leur mission : contenir Declan Rice et empêcher Arsenal de construire son jeu.

Autre avantage non négligeable : la fraîcheur physique. Grâce à une gestion intelligente de son effectif, le PSG aborde cette finale avec des joueurs moins sollicités que leurs homologues londoniens. Un détail qui pourrait peser lourd dans les dernières minutes.

Une finale indécise, entre maîtrise et inspiration

Sur le papier, cette finale oppose deux styles bien distincts. Arsenal privilégie la structure, l'organisation et la maîtrise collective. Le PSG, lui, s'appuie sur l'inspiration, la vitesse et une efficacité redoutable dans les derniers mètres.

Les Gunners devront imposer leur rythme, contrôler le milieu et exploiter les phases arrêtées, où ils excellent. Le PSG cherchera à jouer en transition, à exploiter les espaces et à faire parler le talent individuel de ses attaquants.

Un duel clé se dessine : Declan Rice contre le milieu parisien. Si Rice domine, Arsenal pourra dicter le tempo. Dans le cas contraire, le PSG pourrait prendre l'ascendant.

Pronostic : un match de détails

Difficile de dégager un favori clair. Arsenal arrive avec une dynamique impressionnante et une solidité collective remarquable. Le PSG, lui, possède l'expérience des grands rendez-vous et une capacité unique à faire la différence en un instant.

Si Arsenal parvient à imposer son organisation et à maintenir son intensité, il peut décrocher un premier sacre historique. Mais si le PSG trouve des espaces et fait parler son réalisme, il pourrait bien conserver son titre. Dans une finale souvent fermée, chaque détail comptera : une erreur défensive, un exploit individuel, ou même une décision arbitrale.

Une chose est sûre : cette finale PSG-Arsenal s'annonce comme l'une des plus indécises et fascinantes de ces dernières années. Un véritable choc de titans, où l'histoire est prête à s'écrire.



West Ham - Arsenal : les Gunners à un pas du titre ?

À quelques semaines d'une finale européenne historique, Arsenal n'a pas le luxe de lever le pied en championnat. En déplacement au London Stadium, les hommes de Mikel Arteta affrontent ce Dimanche une équipe de West Ham United en lutte pour sa survie. Un derby londonien aux enjeux diamétralement opposés, mais à haute intensité.

Arsenal entre rêve européen et sacre domestique

Les Gunners vivent une saison exceptionnelle. Leur qualification pour la finale de la Ligue des champions, obtenue après une victoire serrée face à l'Atlético Madrid, a marqué les esprits. Le but décisif de Bukayo Saka a symbolisé cette équipe mature, disciplinée et capable de gérer les grands rendez-vous.

Mais au-delà de l'Europe, c'est bien la Premier League qui reste la priorité immédiate. Avec cinq points d'avance en tête du classement, Arsenal est en position idéale pour décrocher le titre. Trois victoires suffiraient pour valider un sacre attendu depuis des années. Et sur le papier, le calendrier est favorable. Toutefois, une statistique vient tempérer cet optimisme : une seule victoire lors des cinq derniers déplacements. Un point faible que les Gunners devront corriger rapidement s'ils veulent éviter toute mauvaise surprise dans le sprint final.

West Ham dos au mur

Pour West Ham United, la situation est bien plus préoccupante. Battus

lourdement par Brentford (3-0) lors de la dernière journée, les Hammers ont replongé dans la zone rouge. Leur maintien ne dépend désormais plus uniquement d'eux.

L'équipe dirigée par Nuno Espírito Santo reste néanmoins difficile à manœuvrer à domicile. Invaincus lors de leurs six derniers matchs au London Stadium, les Londoniens ont montré qu'ils pouvaient tenir tête aux cadors.

Mais leur principal talon d'Achille reste leur fragilité sur coups de pied arrêtés. Avec 23 buts encaissés dans ce secteur, dont 15 sur corners, West Ham figure parmi les pires élèves du championnat. Un détail loin d'être anodin face à une équipe d'Arsenal redoutable dans cet



exercice.

Duel de styles et joueurs clés

Ce match devrait opposer deux philosophies bien distinctes. Arsenal privilégie la maîtrise du ballon, la projection rapide et une efficacité chirurgicale sur phases arrêtées. À l'inverse, West Ham mise sur l'impact physique, les transitions rapides et l'intensité dans les duels.

Côté Arsenal, Viktor Gyökeres est l'homme en forme. Avec neuf buts sur ses douze dernières apparitions en championnat, l'attaquant est devenu une arme offensive ma-

jeure. Derrière lui, Declan Rice dicte le tempo au milieu, tandis que Saka continue d'apporter créativité et danger.

Du côté des Hammers, Jarrod Bowen reste un élément clé malgré une disette devant le but. Son influence dans le jeu, notamment par ses passes décisives, pourrait être déterminante. L'expérience de Tomáš Souček et la solidité défensive seront également essentielles pour espérer contenir la machine offensive des Gunners.

Avantage aux Gunners

Sur le papier, Arsenal possède un avantage net, tant sur le plan collectif qu'individuel. Leur solidité défensive retrouvée un seul but encaissé lors des quatre derniers matchs pourrait faire la différence face à une attaque de West Ham en manque d'efficacité.

Même si les Hammers peuvent compter sur leur solidité à domicile, leurs lacunes sur coups de pied arrêtés risquent de leur coûter cher. Arsenal, maître dans cet exercice, pourrait exploiter cette faiblesse pour faire la différence. Un succès qui rapprocherait encore un peu plus les Gunners du titre... avant de se tourner vers leur immense défi européen.

Compositions probables

West Ham :

Hermansen - Wan-Bissaka, Mavropanos, Disasi, Diouf - Bowen, Fernandes, Souček, Summerville - Wilson, Castellanos

Arsenal :

Raya - White, Saliba, Gabriel, Calafiori - Rice, Lewis-Skelly - Saka, Eze, Trossard - Gyökeres



Villa veut sécuriser la C1, Palace et Forest jouent leur peau

À Turf Moor, Burnley, déjà relégué, accueille Aston Villa dans un duel déséquilibré sur le papier. Les hommes de Unai Emery, finalistes de l'Europa League, n'ont pas droit à l'erreur dans la course au top 5 synonyme de Ligue des champions. Face à une équipe sans motivation réelle et en grande difficulté (une seule victoire en 2026), Villa part largement favori et pourrait faire parler sa supériorité technique.

À Selhurst Park, Crystal Palace reçoit Everton dans un match piègeux. Les Eagles, encore en lice pour un trophée européen, doivent assurer leur maintien. Solides à domicile avec huit matchs sans défaite, ils affrontent des Toffees fragiles défensivement, mais capables de coups d'éclat malgré une série sans

victoire. Enfin, au City Ground, Nottingham Forest peut valider son maintien face à Newcastle United. Revigorés en championnat malgré leur élimination européenne, les hommes de Vítor Pereira surfent sur une dynamique positive. Newcastle, de son côté, reste irrégulier mais historiquement solide dans ce stade.



Manchester City relance totalement la course au titre

La 36e journée de Premier League a totalement rebattu les cartes aussi bien dans la lutte pour le titre que dans la bataille pour les places européennes. Manchester City a remis la pression sur Arsenal grâce à une victoire maîtrisée face à Brentford, tandis que Chelsea a enfin stoppé sa série noire à Anfield. Dans le même temps, Brighton et Bournemouth ont réalisé deux opérations précieuses dans la course à l'Europe, alors que Manchester United a laissé filer des points contre Sunderland.

Manchester City revient à deux longueurs d'Arsenal

Au stade Etihad, Manchester City a répondu présent dans un moment crucial de la saison. Après le spectaculaire nul 3-3 concédé contre Everton lors de la précédente journée, les hommes de Pep Guardiola n'avaient plus le droit à l'erreur face à Brentford.

Longtemps accroché par une équipe londonienne bien organisée, City a fini par faire la différence grâce à la qualité technique de Jeremy Doku, encore une fois étincelant. Cette ouverture du score a complètement libéré les Citizens. Quelques minutes plus tard, Erling Haaland a profité d'une situation confuse dans la surface pour inscrire le deuxième but, avec une certaine réussite. Le Norvégien, très surveillé durant toute la rencontre, a ensuite terminé son match avec une passe décisive pour Omar Marmoush dans le temps additionnel.

Grâce à cette victoire 3-0, Manchester City revient à seulement deux points d'Arsenal et maintient une énorme pression sur les Gunners à deux journées de la fin du championnat. Brentford, de son côté, reste bloqué à la huitième place et voit ses ambitions européennes s'éloigner sérieusement.

Chelsea évite une septième défaite consécutive

À Anfield, Chelsea a enfin montré du caractère. Après six défaites de suite en Premier League, les Blues étaient proches d'une nouvelle désillusion face à Liverpool avant de parvenir à arrach-



er un point précieux.

Les Reds avaient pourtant parfaitement commencé la rencontre. Dès la 6e minute, Ryan Gravenberch a illuminé Anfield avec une superbe frappe lointaine qui a trompé Filip Jorgensen. Liverpool semblait alors totalement maîtriser son sujet et se rapprochait d'une victoire importante dans la course au top 5.

Mais Chelsea a progressivement retrouvé de la confiance. Les hommes de Calum McFarlane ont su résister à la pression avant d'égaliser à la 35e minute sur un coup franc lointain d'Enzo Fernandez.

Avec ce nul 1-1, Liverpool garde néanmoins son destin entre ses mains pour assurer sa qualification en Ligue des champions. Chelsea, toujours neuvième, conserve un mince espoir européen malgré une saison très compliquée.

Brighton reste en embuscade

Brighton continue de croire à une qualification continentale. Opposés à Wolverhampton, les Seagulls ont rapidement plié la rencontre grâce à une entame de match exceptionnelle.

Dès la première minute, Jack Hinshelwood ouvrit le score de la tête après seulement 35 secondes de jeu. Wolverhampton n'avait pas encore eu le temps de réagir que Lewis Dunk doublait déjà la mise sur corner.

En fin de rencontre, Yankuba Minteh est venu conclure la démonstration avec une belle frappe croisée du pied gauche pour offrir une victoire nette et sans bavure aux hommes de Fabian Hurzeler. Grâce à ce succès 3-0, Brighton grimpe à la septième place et revient à seulement deux points de Bournemouth.

Bournemouth réalise un gros coup à Fulham

Dans un match capital pour l'Europe, Bournemouth a signé une victoire extrêmement importante sur la pelouse de Fulham. La rencontre a rapidement dégénéré avec deux expulsions avant même la pause. Ryan Christie a été exclu après un tacle dangereux sur

Timothy Castagne, avant que Joachim Andersen ne soit lui aussi expulsé pour une faute sévère sur Adrien Truffert. Réduites à dix contre dix, les deux équipes ont livré une bataille intense. Finalement, Bournemouth a trouvé la faille à la 53e minute grâce à une frappe lointaine de Rayan légèrement déviée par Calvin Bassey. Fulham a tenté de revenir jusqu'au bout mais les Cherries ont résisté pour conserver leur sixième place.

Manchester United déçoit encore

Au Stadium of Light, Manchester United a livré une prestation inquiétante face à Sunderland. Déjà assurés de participer à la prochaine Ligue des champions, les Red Devils ont affiché un visage particulièrement terne.

Sunderland s'est procuré les meilleures occasions de la rencontre par Noah Sadiki, Brian Brobbey et Lutsharel Geertruida, dont la frappe a heurté le poteau.

Manchester United a tenté de réagir en fin de match, mais Matheus Cunha a gaspillé deux énormes opportunités devant le gardien Robin Roefs.

Ce match nul sans but ralentit les ambitions mancunniennes dans la course à la troisième place, tandis que Sunderland poursuit tranquillement sa saison dans le ventre mou du classement.



Derby Trial en ligne de mire : galops incisifs, Curatolo out, Joorawon rassure

Le tempo monte nettement au Champ de Mars. Après un début de semaine relativement discret, les séances d'entraînement observées ces derniers jours ont révélé une nette montée en puissance au sein de plusieurs écuries, notamment celles ayant accueilli de nouveaux chevaux en février. À l'approche de la troisième journée, les galops se font plus soutenus, les chronos deviennent plus parlants et certains profils commencent déjà à se détacher avec insistance.

Mardi matin, l'hippodrome a retrouvé toute son effervescence après une journée plus calme. Dès l'aube, près de quatre-vingts chevaux ont été observés entre barrier trials et exercices poussés sur gazon. Certaines écuries, à l'image de celles de Foo Kune et Daby, ont toutefois choisi de temporiser, préférant ménager leurs pensionnaires. L'attention s'est rapidement focalisée sur plusieurs nouvelles recrues déjà très avancées dans leur préparation. Certaines semblent désormais prêtes à franchir l'étape des barrier trials en vue de leurs débuts officiels.

Underworld et les nouveaux visages impressionnent

Parmi les chevaux les plus en vue, Underworld a confirmé ses excellentes dispositions. Le pensionnaire de Jeanot Awotar a impressionné par sa facilité sur 1000 mètres, bouclés en 1'00"36. Sa progression constante laisse penser qu'il pourrait jouer un rôle majeur d'ici la fin du mois.

Courtly, de son côté, continue de séduire par sa belle locomotion. L'écurie Gujadhur prend le temps nécessaire pour le ramener à son meilleur niveau, mais ses récents galops témoignent déjà d'un retour en forme encourageant, notamment dans la montée où ses longues foulées attirent l'attention.

Chez Vicky Ruhee, Military Force a effectué un premier galop sérieux particulièrement convaincant. Victorieux lors de son unique sortie, ce nouveau coursier s'est montré puissant et appliqué aux côtés de Lomu, laissant en-



trevoir un potentiel intéressant pour la suite.

Des chevaux confirmés déjà au rendez-vous

Opague n'est pas en reste. Le pensionnaire de Vincent Allet affiche une condition resplendissante malgré une opposition plus relevée cette saison. Son finish sur 400 mètres en 21"63 a marqué les observateurs.

À neuf ans, Transonic continue de défier le temps. Le cheval de l'écurie Samraj Mahadia enchaîne les performances solides et conserve une fraîcheur remarquable. Lunar Descent a d'ailleurs dû s'employer pour suivre son rythme dans la montée.

War Chariot, récent vainqueur, est déjà de retour à l'entraînement dix jours après son succès. Très décontracté, il a couvert ses 400 derniers mètres en 23"10 avec une grande aisance, con-



firmant son excellent état de forme.

William Iron Arm a probablement signé l'un des galops les plus remarquables. Transformé après une intersaison bénéfique, le pensionnaire de Vincent Allet a couvert 1000 mètres en 59"82, affichant des progrès évidents. Du côté de l'écurie Gujadhur, Boon Town s'annonce comme un sérieux espoir. Monté par Raymond Danielson, il a séduit par sa fluidité et son chrono prometteur.

Barrier trials : des indications précieuses

Les barrier trials de mardi ont également livré des enseignements intéressants. Brave Bomber s'est imposé avec autorité devant Salt 'N Peppa, tandis que Global Warrior a dominé Atlantic Breeze avec assurance.

Le troisième trial a été particulièrement instructif. Stepping Out a longtemps mené avant de subir le retour incisif de

Dwight Eisenhower. Dalmeny Factor a conclu de manière encourageante, tandis que New York City s'est contenté d'un simple canter.

Vendredi : intensité maximale avant la pause

Vendredi, l'intensité est encore montée d'un cran avec près d'une centaine de chevaux au galop. Profitant de la fermeture de la piste le lendemain, les entraîneurs ont accentué le travail. Royal Port Louis a également impressionné par la régularité de son accélération sur 1000 mètres. Comedy Club, Holds The Key et Makazole ont eux aussi montré des progrès constants.

Sound Of The Sea a signé un galop de haut niveau en compagnie d'Exalted Love et semble proche d'une victoire. Havana Moon, soigneusement préservé auparavant, a confirmé son excellente condition sur 800 mètres, annonçant une participation ambitieuse dans le Championnat des 4 ans.

Curatolo indisponible, Joorawon rassure

La semaine a toutefois été marquée par la chute du jockey français Ryan Curatolo. Désarçonné par Dwight Eisenhower, il devra observer trois semaines de repos. Plus de peur que de mal néanmoins.

Par ailleurs, l'absence de Donavan Mansour, Raymond Danielson et Grant Van Niekerk a été notée vendredi matin. En revanche, Rai Joorawon, au cœur de rumeurs ces derniers jours, était bien présent. Il a été aperçu en selle sur plusieurs chevaux de l'écurie Aqua Stallions, dissipant ainsi toute incertitude. Cap sur le Derby Trial (Gr 3)

Après une journée de repos samedi, tous les regards se tournent désormais vers le samedi 16 mai, avec le très attendu Derby Trial (Gr 3), disputé en Open Handicap et servant de première manche du Championnat des 4 ans. Au vu des galops récents, plusieurs écuries semblent déjà prêtes à frapper fort. L'intensité monte, les signaux sont clairs : le spectacle s'annonce relever.

Les chevaux à suivre

Military Force, Havana Moon, Master Of Mystery, Foramgear, Comedy Club, Moonlight Trader, William Iron Arm, Blackjack Randall, Global Warrior, Indigenous, Let's Play Poker, Captain Arrow, Future Swing et Underworld.

Anaas Mosaheb : la revanche d'un battant qui fait rayonner le quadricolore en Afrique du Sud

La persévérance n'est pas un simple mot pour Anaas Mosaheb. À seulement 21 ans, le jeune jockey mauricien incarne une trajectoire faite de doutes, de refus, de portes qui se ferment... mais surtout de courage et de résilience. Aujourd'hui, son nom commence à résonner bien au-delà du Champ de Mars, jusqu'aux pistes sud-africaines où il s'impose progressivement comme un talent à suivre.

Tout avait pourtant commencé comme un rêve fragile. Passionné par les chevaux, Anaas Mosaheb obtient sa première licence de la Horse Racing Division (HRD). Une opportunité en or pour celui qui ambitionne de devenir jockey professionnel. Mais très vite, il comprend que le monde des courses n'est pas uniquement une affaire de talent. Face à certaines pressions et propositions douteuses, il choisit de rester droit. Un choix difficile, mais déterminant pour la suite de sa carrière.

Le passage à vide... puis la renaissance

Le tournant intervient avec le cheval Waimea. Lors d'une course, les consignes étaient claires : rester en arrière-garde. Mais Anaas décide de suivre son instinct et surtout les instructions de son entraîneur en prenant les devants. Une décision qui ne plaît pas à tout le monde. Les conséquences sont lourdes : il se retrouve écarté, privé de montes, et même d'accès aux entraînements. Pour beaucoup, cela aurait marqué la fin. Pour lui, ce n'était qu'une épreuve de plus.



C'est alors qu'intervient Selvom Mootien. L'entraîneur lui tend la main, lui offre une seconde chance, là où d'autres avaient tourné la page. Un moment clé dans le parcours du jeune jockey. Dès les premiers jours, une relation de confiance s'installe.

Whipping Boy, le cheval de la renaissance

Au cœur de ce renouveau, un cheval au tempérament réputé difficile : Whipping Boy. Peu de jockeys acceptaient de le monter. Trop imprévisible,

trop compliqué. Mais Anaas Mosaheb y voit une opportunité.

Avec patience et finesse, il parvient à le canaliser. Ses "bonnes mains", comme disent les professionnels, font la différence. Et la prophétie de Selvom Mootien se réalise : « *Si to fer seki bizin, sa seval la pou donn twa to premier victwar.* »

Quelques semaines plus tard, au Champ de Mars, Anaas signe sa première victoire sur 1850 mètres. Une monte propre, intelligente, maîtrisée de bout en bout. Dans les tribunes, ses parents laissent éclater leur fierté. Pour lui, c'est bien plus qu'un succès : c'est une validation.

L'Afrique du Sud, terre de confirmation

Aujourd'hui, c'est en Afrique du Sud que le jeune Mauricien écrit un nouveau chapitre. Installé au centre d'entraînement de Summerveld Training Centre, Anaas Mosaheb affine son style et gagne en maturité. Et les résultats commencent à suivre.

La semaine dernière, sous les couleurs de l'écurie Mattys Odendaal Racing, il a brillé avec Mystic Rouge. Une course parfaitement maîtrisée de bout en bout. Interrogé par le Journal du Dimanche, le jockey ne cache pas sa confiance : « *Mo ti krwar dan mo course. À 400 mètres de l'arrivée, mo ti fini krwar ki la victoire ti pou pou mwa.* »

Un jugement lucide, forgé par l'expérience. Parti en tête, il creuse rapidement l'écart et ne sera jamais inquiété. Une victoire nette, autoritaire, qui confirme son potentiel.

Un homme de valeurs

Derrière le jockey, il y a aussi l'homme. Reconnaisant, Anaas n'oublie jamais ceux qui l'ont soutenu : son entraîneur, pour ses conseils précieux, ses parents, pour leur soutien indéfectible, et son épouse, pilier discret mais essentiel. « *La persévérance, c'est la clé de la réussite* », insiste-t-il. Un message simple, mais qui résume parfaitement son parcours.

À seulement 21 ans, Anaas Mosaheb n'en est qu'au début de son histoire. Mais déjà, il porte haut les couleurs de Maurice à l'étranger. Son parcours inspire, notamment les jeunes qui rêvent de percer dans le monde exigeant des courses hippiques.

Son nom circule désormais dans les pelotons sud-africains. Et tout laisse penser que ce n'est qu'une question de temps avant qu'il ne franchisse un nouveau cap.



« *La persévérance, c'est la clé de la réussite* »



JOIN
our brand-new

MALL
EXPANSION!



**LIMITED SPACES
REMAINING**



**HIGH
CUSTOMER FLOW**



**UNITS AVAILABLE
IN DIFFERENT SIZES**

ACT FAST, SECURE YOUR SPOT TODAY!



460 5555



priyanka.jodun@apavougroup.com

INSURE • PROTECT • EMPOWER



A NEW ERA OF
**INSURANCE
INNOVATION**

- **INSURANCE**
- **PENSIONS**
- **LENDING**
- **MICRO FINANCE**

For your present, future & beyond
602 3000 | nicl.mu

NIC